



LA
DÉMOCRATIE
EN QUESTION

Congrès 2011
de L'Entraide missionnaire



L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

433, boul. Saint-Joseph Est
Montréal (Québec) H2J 1J6

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2012
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Nos remerciements à Réjeanne Martin
pour sa précieuse collaboration
à la révision des textes et à Renaude
Grégoire pour la galerie de photos.

Conception graphique : Fanie Clavette

TABLER DES MATIÈRES

■ Ouverture du congrès	5
Suzanne Loïſelle	
■ Droits et démocratie : alliés ou adversaires?	11
Christian Nadeau	
■ Pour comprendre les mutations dans le monde arabe	21
Fadi Hammoud	
■ Voix et voies démocratiques en Amérique latine	31
Marcelo Solervicens	
■ Documentaire <i>Le conflit au Congo : la vérité dévoilée</i>	39
■ En chanson... <i>La route que nous suivons</i>	41
■ Synthèse du dimanche matin	42
Francine Néméh	
■ La planète des biens communs publics.	45
Riccardo Petrella	
■ Bibliographie	55



?

?

?

?

?

4





Par

SUZANNE LOISELLE



Directrice

Bonjour,

C'est un plaisir renouvelé de vous accueillir à ce rendez-vous annuel de L'EMI ! Au nom de l'équipe, je souhaite la bienvenue, à chacune et à chacun, particulièrement aux personnes présentes parmi nous pour la première fois.

Depuis notre congrès de l'année dernière, l'actualité nationale et internationale a été riche en rebondissements de toutes sortes. Permettez-moi d'en faire un rapide survol.

Pour la première fois de son histoire, le Canada a perdu son pari d'être élu membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. En effet, le 12 octobre 2010, la communauté internationale, lors d'un vote sans équivoque, lui a refusé d'accéder au Conseil de sécurité. Comme l'écrivait Jean-Robert Sansfaçon dans *Le Devoir* au lendemain du vote, *le gouvernement Harper a dû se rendre à l'évidence; désormais, ni l'Afrique, ni l'Europe, et encore moins le monde arabe ne font confiance à la diplomatie canadienne pour jouer un rôle actif et efficace dans la recherche de solutions aux conflits mondiaux*. Paradoxalement, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a choisi, deux mois plus tard, Stephen Harper pour co-présider, en compagnie du président de la Tanzanie, Jakaya Kikwete, la nouvelle Commission sur la santé des femmes et des enfants, soulevant la colère d'associations de femmes canadiennes et québécoises dont la Fédération des femmes du Québec (FFQ).

Depuis la mi-mars, le Japon vit à l'heure des catastrophes humanitaires. D'abord, un séisme de force 9 a frappé le nord-est du pays; il a été suivi d'un violent raz-de-marée et de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Les conséquences sociales du tsunami et de Fukushima sont dévastatrices; les personnes évacuées se comptent par centaines de milliers et vivent dans la précarité; nombre de travailleurs et travailleuses, paysans et paysannes ont perdu leurs emplois, les entreprises ayant été détruites ou les terres étant en zone menacée par la radioactivité. Nul ne sait bien jusqu'où la crise nucléaire va s'aggraver et jusqu'où la radioactivité va s'étendre... Même quand les pays frappés sont des puissances économiques, la solidarité est interpellée.

La question du nucléaire est aussi à l'ordre du jour ici même au Québec. En effet, une importante coalition de groupes écologistes, artistiques, scientifiques appuyés par quelques membres du Parti Québécois et de Québec Solidaire, a vu le jour à la mi-mars pour exiger la fin de l'aventure nucléaire au Québec et demander la fermeture de Gentilly 2 tout en mettant de l'avant de nouvelles applications géothermiques, éoliennes et solaires qui sont déjà en mesure de produire des kilowatt/heures, à moindres coûts, risques et désagréments que le nucléaire. Sur d'autres fronts, des coalitions mènent également des luttes importantes comme celles contre le gaz de schiste, la nouvelle loi sur les mines, et j'en passe.



Au printemps dernier, le Canada a connu une période d'élections. Un certain nombre de citoyennes et citoyens ont pu prendre la mesure des reculs démocratiques au pays pendant les cinq années du gouvernement Harper : mépris des institutions publiques, obstruction des comités parlementaires, fausses déclarations à la Chambre des communes, prorogation du Parlement à des fins partisans, décisions prises, comme celle de prolonger la mission militaire en Afghanistan, à l'encontre de la majorité de la population. Lors de ces élections, la coalition québécoise *Pas de démocratie sans voix* (PDSV), tout comme la coalition pancanadienne *Voices*, ont appelé leurs organisations membres à faire entendre leurs voix, à dénoncer les positions antidémocratiques du gouvernement Harper et à voter pour des politiques favorisant le changement, la démocratie et le bien commun. Dans sa publication intitulée *les Conservateurs au pouvoir, une attaque frontale contre la démocratie*, la coalition PDSV démontre clairement comment le gouvernement Harper, appuyé par des groupes néolibéraux de droite — voire d'extrême droite — et des mouvements religieux fondamentalistes, a bâillonné les institutions démocratiques du pays et mis en danger les valeurs d'égalité et de justice sociale. On connaît la suite... Un gouvernement conservateur majoritaire est élu, l'opposition officielle est en deuil et trois partis d'opposition se trouvent sans chef... Les puissants lobbys économiques auront tout l'espace souhaité pour faire pression sur les décideurs politiques.

Pourtant, alors que nous baignons dans un climat de grande morosité et que plusieurs se demandent si la démocratie existe encore au pays, il faut reconnaître que 2011 est une année de grandes surprises bouleversant l'échiquier politique international. Depuis le mois de décembre, une vague de démocratisation déferle sur des pays du Maghreb et du Moyen-Orient. En premier lieu, les populations tunisiennes et égyptiennes se sont débarrassées en quelques semaines de leurs dictateurs. Le mouvement de changement s'est étendu au Yémen, en Algérie, au Bahreïn, en Syrie, maintenant en Libye. S'ils n'ont pas tous réussi à faire tomber les régimes dictatoriaux, les soulèvements populaires pour la démocratie en disent long sur les besoins de changement exprimés par les populations concernées.

Des révoltes populaires secouent aussi l'Europe. Pensons au demi-million de personnes manifestant au début juin à Athènes contre les plans d'austérité imposés par les institutions internationales dont le FMI. Puis, en Espagne, de 100 000 à 250 000 personnes sont descendues dans les rues des plus grandes villes du pays pour la manifestation internationale des indignés du 19 juin. À ce jour, ce mouvement des « indignés » continue de manifester dans plusieurs villes européennes pour réclamer des réformes économiques et politiques.

L'irruption dans la rue et dans l'espace public a aussi lieu en Amérique du Sud. Loin des caméras du Nord, les étudiants manifestent au Chili depuis plus de trois mois. Cette effervescence sociale a débouché sur une grève générale les 23 et 24 août dernier. Face à ces révoltes populaires de plus en plus nombreuses et ce, dans divers coins de la planète, plusieurs se demandent si nous

Le mouvement historique de changement social et politique qui se déroule maintenant en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et la « révolte des indigné-e-s » en Europe et ailleurs, rendent de plus en plus crédible qu'un autre monde est toujours possible.



ne sommes pas au début d'une importante période de luttes sociales pour une démocratie réelle maintenant.

Cependant, plus que les luttes sociales pour une plus grande démocratie dans le monde, les célébrations entourant le 10e anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 occupent le devant de la scène médiatique ces jours-ci. Peu — pour ne pas dire pas — de place pour la réflexion sur les causes de ces dramatiques attentats et sur les véritables objectifs des interventions militaires, qui, depuis ces attentats, ont été menées en Afghanistan et en Irak. Malgré toute cette mise en scène autour du 10e anniversaire des attentats survenus à New York, la *guerre contre le terrorisme* n'a pas réussi à ce jour à enrayer le terrorisme, ni à démocratiser les pays visés par cette guerre, ni à accréditer, à la face de l'univers, les pays participant aux interventions militaires à des États plus crédibles en matière de démocratie, de recherche du bien commun et de justice internationale.

Le mouvement historique de changement social et politique qui se déroule maintenant en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et la « révolte des indigné-e-s » en Europe et ailleurs, rendent de plus en plus crédible qu'un autre monde est toujours possible. Utopiste? Sans doute. Mais il est clair que les chemins de liberté ouverts par les soulèvements populaires un peu partout dans le monde suscitent beaucoup d'espoirs. Mais on sait que ces espoirs sont bien fragiles comme nous le rappellent les manifestations toujours en cours.

C'est donc dans ce contexte d'une année riche en rebondissements qu'a germé, pour le congrès de cette année, la thématique: *La démocratie en question*. Les luttes pour la démocratie que nous venons d'évoquer trop rapidement ont été le déclencheur de nos questionnements sur les processus de démocratisation, tant dans le monde arabe qu'en Amérique latine, en Afrique et ici même au Canada.

D'entrée de jeu ce matin, Christian Nadeau questionnera les rapports entre droits humains et démocratie. Alliés ou adversaires? Il le fera à partir de notre réalité canadienne à l'heure où un important mouvement vise actuellement à combattre une à une les valeurs progressistes qui ont dominé notre vie collective au cours des dernières décennies et à leur substituer les valeurs d'une nouvelle droite. De ce mouvement, Stephen Harper serait l'un des acteurs les plus influents.

En après-midi, Fadi Hammoud, en remplacement de Salima Ghezali retenue en Algérie pour des raisons de santé, nous présentera les récentes mutations dans le monde arabe. Qu'en est-il du soulèvement des peuples tunisien, égyptien, syrien, libyen, etc., face aux régimes autoritaires de leurs pays? Qu'en est-il de leurs revendications et de leurs projets politiques et du rôle des femmes dans ces processus de transition politique?

Quant à Marcelo Solervicens, il nous entretiendra de la place de l'Amérique latine dans le système mondial et des processus de démocratisation en cours dans ce continent où les voix et les voies pour le changement sont multiples et plurielles. Depuis le temps des dictatures, il y a eu des avancées démocratiques qui, par ailleurs, n'ont pas résolu les graves problèmes d'inégalités sociales.

Dans la matinée de dimanche, Riccardo Petrella nous communiquera ses réflexions sur l'évolution du monde actuel marqué par une prédation accélérée de la vie et par la privatisation de biens essentiels, tels l'air, l'eau, la terre mais aussi la santé, l'éducation, le travail, la sécurité, etc. Même dans les sociétés dites démocratiques, le citoyen a été remplacé par l'actionnaire, le consommateur. Notre citoyenneté perdue peut-elle être retrouvée? À quelles conditions? La transformation des sociétés à l'échelle mondiale en dépend. Notre « vivre ensemble » aussi.

Nous ne pouvons pas terminer ce mot d'ouverture sans évoquer la mémoire de Jean-Claude Bajoux, un grand militant haïtien pour la démocratie décédé en août dernier. Responsable du Centre œcuménique des droits humains (CEDH) de Port-au-Prince, il a été l'un des principaux combattants contre la dictature duvaliériste et un des piliers du Forum citoyen pour la réforme de la justice en Haïti. Les luttes contre l'impunité et la défense des droits humains ont motivé sa réflexion et son action tout au long de sa vie. Selon ses proches, *respirer le même air que Jean-Claude Duvalier*, rentré en Haïti en janvier dernier, *lui était devenu insupportable*.

Comme vous le savez si bien, la préparation de ce congrès est le fruit d'un travail d'équipe. Que toutes les personnes qui ont y contribué, d'une façon ou d'une autre, en soient ici chaleureusement remerciées :

- l'équipe de L'EMI :
Gerardo Aiquel, Micheline Malbœuf, Denis Tougas, équipe dont je fais partie et bien appuyée par Jeannette Thiffault à l'administration ;
- les conférenciers invités :
Christian Nadeau, Fadi Hammoud, Marcelo Solervicens et Riccardo Petrella ;
- l'animatrice du congrès, Francine Néméh ;
- la responsable de la célébration, Renaude Grégoire ;
- Fanie Clavette, graphiste, pour son design du dépliant et de l'affiche ;
- l'équipe de bénévoles à l'accueil et aux kiosques de solidarité ;
- Jeanne Lemire et le personnel de la Librairie Paulines ;
- chacune et chacun de vous pour votre indispensable présence.



C'est grâce au généreux soutien financier des sociétaires de **L'EMI**, de **Développement et Paix** et de la **Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec** (FIQ) que la tenue de ce congrès a été rendue possible. Qu'ils en soient ici remerciés.

Au nom de l'équipe, je souhaite, à chacune et à chacun de vous, que le présent congrès nourrisse la réflexion sur l'utilité de l'action collective pour réaliser les changements nécessaires et pour faire de nos sociétés des espaces plus démocratisés.

Bon et stimulant congrès ! Le congrès 2011 est maintenant ouvert !





Les démocraties contemporaines ont permis des gains sociaux extraordinaires, mais ont donné lieu aussi à des systèmes politiques capables d'affaiblir la valeur de nos droits.

DROITS ET DÉMOCRATIE: ALLIÉS OU ADVERSAIRES?

Par

CHRISTIAN NADEAU



Professeur au département de philosophie de l'Université de Montréal depuis 2002 il s'intéresse particulièrement aux théories de la justice en contexte d'après-guerre et à la théorie de la délibération démocratique. Auteur, il a publié entre autres *Justice et démocratie. Une introduction à la philosophie politique* (2007) et *Contre Harper, bref traité philosophique sur la révolution conservatrice* (2010).

Dans cette conférence, j'aimerais poser la question du rapport entre les droits et la démocratie. La perspective qui est la mienne veut montrer, de manière un peu rhétorique, qu'il peut y avoir une opposition entre les deux, alors que nous avons tendance à voir ces deux notions comme indissociables l'une de l'autre. Droits et démocratie sont-ils des alliés ou des adversaires? Question un peu rhétorique parce qu'il demeure très difficile de soutenir à priori que nos droits fondamentaux et la démocratie s'opposent l'un à l'autre. Nous pouvons constater cependant sur une base assez régulière comment et en quoi nos démocraties luttent contre elles-mêmes en remettant en question, voire même en les diminuant, nos droits et libertés. Les démocraties contemporaines ont permis des gains sociaux extraordinaires, mais ont donné lieu aussi à des systèmes politiques capables d'affaiblir la valeur de nos droits. Nous ne sommes pas pour autant proches des systèmes autoritaristes ou dictatoriaux, mais se pose malgré tout la question de l'équilibre fragile entre l'expression de la démocratie et la sauvegarde des droits. Ce qui m'intéresse ici, ce sont les choix démocratiques dont l'effet limite nos droits pourtant indispensables à la qualité de notre vie démocratique.

Même si des choses très inquiétantes se produisent dans nos démocraties, nous devons faire très attention à l'usage des mots. Nous avons tendance à vouloir tout mettre dans le même panier c'est-à-dire mettre l'autoritarisme d'un gouvernement comme celui de Stephen Harper sur le même pied que ce que nous pouvons retrouver en Chine, en Algérie ou dans d'autres pays au Moyen-Orient, en Afrique, etc. Une telle attitude très pernicieuse ne nous permet pas de voir la spécificité de notre problème. Je souhaite montrer ici en quoi l'affrontement entre droits et démocratie nous conduit à une responsabilité collective et, d'une manière plus générale, à une culture sociale en train de nous miner de l'intérieur. Nous ne sommes pas des acteurs simplement passifs, tout juste bons à subir les décisions des autorités publiques. En fait, il n'existerait pas de gouvernement, par exemple pas de gouvernement Harper, si nous n'étions pas là et si nous ne l'avions pas porté au pouvoir. Que nous ayons voté pour ou contre lui change peu de choses. Ce qui compte, c'est de comprendre en quoi la démocratie est une réalité beaucoup plus large que le simple processus électoral. La démocratie est un processus dynamique jamais terminé, mais plutôt ponctué d'étapes, dont celle du vote au moment des élections. Plus ce processus est dynamique, plus les citoyens se l'approprient, moins grandes sont les chances de voir émerger un conflit entre droits et démocratie. Inversement, une grande paresse citoyenne favorise un climat d'incertitude pour l'exercice de nos droits fondamentaux.

Le paradoxe de la démocratie

D'une certaine manière, nous pourrions parler d'un rapport paradoxal entre droits et démocratie. Il s'agit d'un paradoxe dans la mesure où normalement nous voyons mal comment une démocratie digne de ce nom est possible sans qu'il y ait des droits fondamentaux qui lui sont associés, par exemple le droit de vote, le droit à la liberté d'information, ou le droit à la liberté d'expression. Il existe un ensemble de droits fondamentaux que nous pouvons décliner de différentes manières,



soit en les considérant d'un point de vue moral, soit en les considérant uniquement d'un point de vue juridique. L'existence même de ces droits nous permet de vérifier s'il s'agit véritablement d'une réelle démocratie. Mais nous ne pouvons nous contenter d'une existence formelle de ces droits. Dire que nous avons droit à l'information suppose que nous pouvons vérifier chaque jour la qualité de l'information qui nous est transmise. L'existence des journaux et l'indépendance des médias par rapport aux pouvoirs publics est une chose, mais encore faut-il que ces médias soient en mesure de pouvoir nous offrir une information de qualité. On peut faire ce même raisonnement au sujet de la liberté d'expression. Nous avons peut-être une liberté d'expression, mais encore faut-il disposer d'une tribune. Or, quelles sont les tribunes où nous pouvons nous exprimer? Et quel sens donner à la liberté d'expression si elle conduit aux plus basses démagogies?

L'opinion selon laquelle nos droits et libertés — ce qui constitue notre démocratie — ne sont pas seulement des principes, mais des réalités, me semble remise en question par notre attitude ou nos comportements sociaux. Cette attitude, nous pourrions la voir de deux manières. Une première manière correspond aux moments où nous choisissons démocratiquement de commettre un certain nombre d'actions dont les effets sont antidémocratiques, en ce sens qu'ils ne sont pas compatibles avec le système des droits et libertés propres aux sociétés démocratiques. Prenons, par exemple, des lois comme les mesures antiterroristes adoptées par notre Parlement. Ce Parlement résulte lui-même d'un vote démocratique. L'ensemble des mesures législatives adoptées par un tel Parlement sont démocratiques, parce qu'elles ont été adoptées par des élus, et par des élus qui l'ont été grâce au vote de la population. Certains types de choix faits par l'intermédiaire d'un processus démocratique ont une légitimité démocratique. Pourtant, lorsque nous les observons de très près, ils semblent en eux-mêmes complètement antidémocratiques, lorsque, par exemple, ils créent des catégories, où les « bons » citoyens sont séparés des « mauvais ». Or, un droit est un droit, quelle que soit la personne à laquelle est rattaché ce droit. Nous ne pouvons pas accepter que des droits fondamentaux soient valables pour certains citoyens et pas pour d'autres, et ce, même si nous sommes sous la menace d'une organisation terroriste, à supposer que cela soit vrai. D'une part, les mesures antiterroristes créent un état d'exception, lié à l'urgence d'une situation, mais de manière permanente et donc permettent de créer des catégories de citoyens. D'autre part, en admettant que nous nous entendions pour accepter des mesures législatives spéciales en temps de crise, celles-ci doivent avoir une durée limitée, à moins d'accepter la durée indéfinie de la crise, mais alors on verrait mal pourquoi parler d'urgence et surtout pourquoi il s'agirait de mesures exceptionnelles. En outre, si tel était le cas, nous nous entendrions sur d'autres types de modalités législatives. Le problème des lois antiterroristes adoptées au Canada et aux États-Unis, et aussi en Europe, apparaît lorsque des mesures législatives exceptionnelles, taillées sur mesure pour des situations exceptionnelles, dont le mandat est très limité, deviennent permanentes sans avoir tenu au préalable un débat juridique et politique sur la question. Plus important encore, une bonne mesure législative vise à gérer l'ensemble des situations, et pas seulement celles qui apparaissent dans un contexte normal, là où de toute manière il n'est probablement pas nécessaire de faire appel à la loi.

... comme les États-Unis et de nombreux pays du monde, nous avons beaucoup de mal à sortir de la panique qui a suivi les attentats du 11 septembre. Nous continuons à donner carte blanche à nos gouvernements en matière de sécurité intérieure et extérieure, sans nous rendre compte du pouvoir extraordinaire que nous leur confions.

Depuis maintenant 10 ans, soit depuis les attentats du 11 septembre 2001 à New York, nous vivons collectivement une situation soi-disant d'urgence, qui nous a habitués à laisser au pouvoir exécutif des prérogatives qu'il ne détient pas normalement. Le propre du pouvoir exécutif, c'est de gérer les affaires publiques, comme la sécurité, de manière à ce que chaque personne soit traitée comme un sujet de droit, quelle que soit cette personne. Par exemple, lorsqu'un meurtre est commis, le meurtrier ou le présumé meurtrier n'est pas jugé en dehors du système juridique qui est le nôtre. Ce qui nous permet de juger le meurtrier comme tel, c'est précisément parce que nous nous sommes dotés d'une procédure juridique capable de gérer ce type de situation et d'organiser un procès. Si cela est vrai pour des crimes aussi graves que le meurtre, nous devrions combattre et juger les terroristes selon des critères semblables, c'est-à-dire en fonction d'une règle de droit. Le caractère exceptionnel d'un acte terroriste ne devrait pas nous permettre de contourner des lois ou de créer des constructions juridiques illégitimes, tant sur le plan constitutionnel que sur le plan moral, comme ce fut le cas aux États-Unis au moment de la rédaction des « mémos sur la torture ». Pour mémoire, rappelons-nous que, en janvier 2002, un ensemble de mémorandums furent rédigés par John Yoo, l'assistant du Procureur général des États-Unis. Ces textes conseillaient l'usage de techniques interrogatoires comme la simulation de noyade et soutenaient que de telles techniques étaient légales en vertu de l'autorité du Président en temps de guerre.

Au Canada, les mesures antiterroristes sont sans commune mesure avec ce qui a été adopté aux États-Unis. Mais comme les États-Unis et de nombreux pays du monde, nous avons beaucoup de mal à sortir de la panique qui a suivi les attentats du 11 septembre. Nous continuons à donner carte blanche à nos gouvernements en matière de sécurité intérieure et extérieure, sans nous rendre compte du pouvoir extraordinaire que nous leur confions. Nous ne pouvons pas dire que Stephen Harper décide de choses aussi importantes que des mesures législatives sans avoir l'autorité pour le faire. Il a l'autorité pour le faire, car nous lui avons donné cette autorité. Il nous faut donc soit assumer entièrement les choix du gouvernement, soit, au contraire, accepter notre responsabilité et dès lors les dénoncer s'ils nous apparaissent contraires à nos conceptions les plus fondamentales des droits et des libertés.

À supposer toutefois que les mesures antiterroristes ne soient pas aussi dangereuses pour nos droits et libertés que ce que j'affirme ici, le véritable problème de l'opposition entre droits et démocratie intervient, me semble-t-il, précisément lorsque nous faisons confiance par défaut aux autorités politiques élues sur une base démocratique et ce, dans le meilleur des cas, sous prétexte de notre incapacité d'agir, quand ce n'est pas tout simplement par indifférence. Pourtant, notre soi-disant incapacité d'agir tient moins à la faiblesse de nos moyens d'actions qu'à celle de notre volonté. Il existe une pléiade d'instruments politiques à notre disposition comme la dénonciation dans les journaux, des rassemblements publics, la participation à des organisations de défense des droits, sans compter une panoplie importante d'actions qui peuvent être entreprises de façon individuelle. Bref, une pléiade d'actions peuvent être accomplies, qui ne vont peut-être pas renverser une décision politique, mais qui rendent beaucoup plus difficiles les abus des

pouvoirs publics, ne serait-ce que parce que la population s'y oppose. De telles oppositions dans l'opinion publique créent un décalage de plus en plus important entre le mode de fonctionnement d'un gouvernement, jugé illégitime par la population, et la manière dont la société juge ce qui est acceptable ou non, ce qu'il faut faire ou ne pas faire.

En résumé, très souvent une confrontation entre droits et démocratie tient non seulement à l'abus des pouvoirs exécutifs qui outrepassent leur mandat et agissent comme s'ils étaient seuls maîtres à bord, mais aussi à la complicité volontaire ou non des citoyens qui refusent de prendre la démocratie au sérieux. De nombreux citoyens acceptent des décisions publiques pourtant opposées aux normes de droits et libertés propres à des démocraties dignes de ce nom. Bon nombre de personnes considèrent que notre travail de citoyens commence et s'arrête le jour des élections. Or, en réalité, notre travail de citoyen ne s'arrête pas à partir du moment où un gouvernement entre en fonction. Notre travail de citoyen consiste à surveiller notre gouvernement afin qu'il travaille pour nous et non pour lui, ou pour des intérêts particuliers.

Il arrive parfois que, à la suite de certaines mesures politiques qu'il a prises, un gouvernement ou un parti politique reçoive un vaste appui populaire. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on peut qualifier ces mesures de démocratiques. Ce n'est pas parce qu'il y a un appui de l'ensemble de la population à une politique X ou Y que nous pouvons dire de cette mesure qu'elle est en elle-même démocratique. Imaginons que, demain — mais je ne veux pas être de mauvaise augure — il se produise un autre attentat terroriste, aussi important que celui du 11 septembre 2001, et qu'on demande à la population d'entériner de nouvelles mesures législatives exceptionnelles et profondément antidémocratiques, parce que, par exemple, elles visent des groupes particuliers, comme des groupes proches de l'Islam. Supposons que la population accepte de telles mesures. Nous pourrions dire qu'il s'agit néanmoins d'un choix démocratique. En effet, ce choix ne lui a pas été imposé. Et pourtant lorsqu'on regarde ces mesures, elles sont en elles-mêmes antidémocratiques, parce qu'elles nient l'égalité de droits entre les citoyens, quelles que soient leurs croyances ou leurs opinions.

La responsabilité collective

Cette réflexion nous conduit au sens de la responsabilité collective. De quoi s'agit-il au juste? Débutons par un exemple, à savoir la perception publique du rôle de l'armée canadienne en Afghanistan. Pour le citoyen moyen, notre présence en Afghanistan représente quelque chose qui, pour ainsi dire, n'a pas d'importance. Ce que nous avons fait en Afghanistan, même s'il s'agit d'un des conflits les plus onéreux et les plus longs de notre histoire militaire, ne change à peu près rien pour un grand nombre de citoyens : tout se passe comme si la guerre en Afghanistan n'avait jamais eu lieu. De plus, une partie des citoyens interprètent leur opposition à la guerre comme une sorte d'immunité morale : en se considérant opposés au conflit, celui-ci ne leur appartient plus et ils n'en sont pas responsables, comme si le simple fait de s'opposer à une guerre menée en notre nom nous offrait une absolution sur le plan moral.

... très souvent une confrontation entre droits et démocratie tient non seulement à l'abus des pouvoirs exécutifs qui outrepassent leur mandat et agissent comme s'ils étaient seuls maîtres à bord, mais aussi à la complicité volontaire ou non des citoyens qui refusent de prendre la démocratie au sérieux.



De tels cas de figure sont apparus de manière flagrante au moment du fameux scandale de la torture des prisonniers afghans en 2009. Pour un grand nombre de citoyens canadiens, voire pour la majorité, ces accusations de torture concernent les autorités politiques canadiennes et l'armée canadienne. Or, nous sommes responsables des pouvoirs que nous déléguons à des entités comme le gouvernement et l'armée. La dénonciation d'actions commises en notre nom n'est certes pas suffisante, mais elle est un premier pas dans la reconnaissance de notre responsabilité commune.

La responsabilité collective se vérifie aussi bien dans l'action que dans l'omission. Si nous ne dénonçons pas quelque chose, alors nous le laissons faire. À l'instar d'un certain nombre de philosophes, je ne crois pas qu'il existe une distinction pertinente sur le plan moral entre agir et laisser-faire. Intuitivement, nous nous sentons responsables de quelque chose lorsque nous en sommes la cause. Par exemple, si quelqu'un me lance un verre d'eau à la figure pour une raison ou une autre, cette personne pourrait être jugée responsable de son geste parce que c'est elle et personne d'autre qui a lancé le verre d'eau sur moi. Mais si quelqu'un me lance un verre d'eau et que vous assistez à cette scène sans rien dire ni faire, nous pouvons juger que vous vous êtes rendus complices de cette action ou que vous l'avez acceptée, ne serait-ce que de manière tacite.

Cette complicité se vérifie à deux niveaux. Soit nous acceptons passivement quelque chose, soit nous le refusons mais blâmons les autres. Dans les deux cas, nous nous tirons une balle dans le pied, car nous refusons de nous mettre dans la situation où nous pourrions agir ou changer les choses.

Expliquons d'abord ce que peut signifier la passivité politique et quels sont ses effets. Dans le *Discours de la servitude volontaire*, un texte magnifique rédigé au XVI^e siècle, son auteur, Étienne de La Boétie, écrit cette phrase extraordinaire : *Ils sont grands parce que nous sommes à genoux*. Essentiellement, cela signifie qu'un certain nombre de choses nous apparaissent insurmontables parce que nous acceptons de les voir comme telles. Ainsi, certains obstacles politiques nous semblent insurmontables et nous donnent l'impression de n'avoir aucune emprise sur eux. Il en va ainsi lorsque, devant des abus de pouvoirs ou des situations flagrantes de corruption ou encore de déni des règles propres à un État de droit, nous baissions les bras en disant : que peut-on y faire ? Nous réagissons à ces injustices comme nous réagissons au mauvais temps : nous sommes passifs, car nous ne pouvons rien y faire. En réalité, le plus étonnant, c'est que nous avons tendance à manifester notre colère au sujet de situations sur lesquelles nous n'avons aucun pouvoir, comme le mauvais temps, alors que nous sommes passifs au sujet de celles sur lesquelles nous avons un certain pouvoir d'action. Nous protestons lorsqu'il pleut, comme si lever vers le ciel notre parapluie allait pouvoir affronter les intempéries. Mais nous sommes beaucoup plus modestes lorsqu'il s'agit de dénoncer des injustices, qu'elles aient lieu ailleurs ou ici. Les philosophes stoïciens de l'Antiquité nous avaient appris à régler nos attitudes selon ce qui dépend de nous. Nous avons complètement inversé cette idée. Nous sommes en colère

contre le mauvais temps, alors que nous ne pouvons rien y faire, mais nous sommes indifférents face au sort des populations en Afghanistan, alors que nous avons le pouvoir de changer le cours des événements.

Notre manie de dénoncer autrui en nous dissociant du problème sous-tend aussi notre complicité. Trop souvent — et cela est vrai de nombreux groupes sociaux — on observe une tendance à la dénonciation comme s'il y avait un décalage entre nous et « les autres », comme si, en quelque sorte, une société ne constituait jamais un tout. L'idée même de responsabilité collective implique que nous ne pouvons pas toujours dénoncer autrui en l'accusant de tous les maux sans accepter notre propre part de responsabilité. Nous semblons avoir beaucoup de mal à accepter qu'une société est un ensemble de gens rassemblés plus ou moins volontairement qui doivent travailler, dans une certaine mesure, à une forme de coopération, ne serait-ce que pour pouvoir cohabiter. Lorsque nous ne sommes pas d'accord avec quelque chose, nous jouons les Ponce Pilate préférant nous en laver les mains. Cette attitude, croyons-nous, nous permet de nous désolidariser par rapport au groupe et de le rendre responsable de gestes que nous dénonçons. Nous créons ainsi de manière artificielle un coupable tout en clamant notre innocence. Si une personne ou un groupe est coupable ou responsable de quelque chose de répréhensible, et que nous ne sommes pas cette personne ou membres de ce groupe, alors nous sommes innocents. Nous séparer du groupe en créant une dichotomie entre, par exemple, nous-mêmes et le gouvernement nous permet de dénoncer celui-ci tout en nous autoproclamant non-responsables. Nous y voyons une sorte d'alibi moral.

Or, même si nous dénonçons quelque chose que nous laissons faire, nous devrions nous considérer comme étant coresponsables de ce que nous avons dénoncé. En fait, la valeur morale de notre opposition à une décision publique ou à une action commise par une autorité politique relève précisément de notre responsabilité commune. Si j'ai le droit moral de m'opposer à quelque chose, c'est que j'en suis responsable. Par exemple, si j'ai le droit moral de m'opposer à une industrie dangereuse pour l'environnement, c'est que mon action ou mon inaction aura un effet, en ce sens qu'elle crée un obstacle à cette industrie ou au contraire en permet l'existence.

En quoi cela concerne-t-il mon sujet initial sur les rapports entre droits et démocratie ? La portée de la responsabilité collective montre la complexité et l'étendue du registre des activités de type démocratique. Une véritable responsabilité collective exige que la démocratie ne soit pas seulement réduite à des activités de délégation de pouvoirs ou à de vagues protestations qui nous permettent de nous dissocier des élus. La démocratie, pensée sous la forme d'une responsabilité politique collective, devrait plutôt correspondre à un travail constant de délibérations et de coopérations afin d'assurer l'existence réelle et effective de droits et libertés pour chaque personne.

À mon avis, ce travail de coopération relève d'une interprétation de la démocratie comme responsabilité collective. Il peut être illustré par plusieurs exemples, mais je n'en choisirai qu'un

La démocratie, pensée sous la forme d'une responsabilité politique collective, devrait plutôt correspondre à un travail constant de délibérations et de coopérations afin d'assurer l'existence réelle et effective de droits et libertés pour chaque personne.



seul : l'état de la culture au Québec. Durant ces dernières années, la culture a été malmenée au Québec malgré des réalisations exceptionnelles de la part des artistes. Pourtant, les lieux où nous pouvons entrer en contact avec la culture diminuent constamment. Les journaux du Québec, sans parler de la télévision, sont très pauvres en pages culturelles. On accordera évidemment une place importante aux téléromans, ou à la culture dite populaire, mais en réduisant la culture au divertissement. Je pense, en particulier, à la disparition de la chaîne culturelle de Radio-Canada. Sans tomber dans la nostalgie, plusieurs se souviendront d'une époque où l'analyse d'un opéra de Wagner un dimanche après-midi n'était pas un luxe, mais correspondait à la mission d'une radio culturelle publique. Entendre un musicologue comme Jean-Jacques Nattiez nous expliquer en détails un opéra de Wagner n'apparaissait pas comme quelque chose de loufoque ou d'incongru. Imaginer aujourd'hui une telle programmation au Québec relève presque de la science-fiction ou de l'histoire ancienne.

Quel lien faut-il faire avec la démocratie et la manière dont nous avons peu à peu baissé les bras sur le plan politique? De la même manière que nous ne pouvons plus imaginer consacrer trois heures d'antenne à l'analyse d'un opéra de Wagner ou à l'œuvre de Gaston Miron, de la même manière nous ne pouvons plus concevoir nos médias, y compris les chaînes publiques de Radio-Canada et même de Radio-Québec, pouvant proposer des analyses politiques où les auditeurs ne sont pas pris pour des imbéciles.

Il existe encore quelques rares exceptions. Mais si nous voulons être honnêtes avec nous-mêmes, il faut admettre que, à force d'entendre des émissions de radio où le plus important semble être le nombre de minutes consacrées aux éclats de rire des animateurs, nous avons appris à baisser nos exigences à l'égard de l'information qui nous est offerte. Une émission de télévision où nous pourrions entendre un groupe d'analystes nous parler durant une heure de politiques publiques sans intermission relève de l'utopie. Nous préférons entendre des animateurs rire et glousser des heures durant plutôt que de nous offrir matière à penser.

Encore une fois, quel est le rapport avec notre démocratie? Je crois qu'il existe un lien très net entre notre baisse d'exigences par rapport à la diffusion et à l'information sur la culture et notre capacité à nous informer et à intervenir dans un débat public.

Notre responsabilité à l'étranger

Nous avons tendance à limiter la portée de notre indifférence à des questions qui nous concernent directement. Or, les conséquences de notre indifférence ou de notre manque de responsabilité politique se font sentir bien au-delà de nos frontières. En particulier, depuis les tragiques événements du 11 septembre 2001, nous avons adopté, comme s'ils étaient naturels, un ensemble de règles sociales et de comportements qui, auparavant, nous étaient complètement étrangers, de telle sorte que la proposition de monsieur Harper de réactiver les fameuses clauses des lois antiterroristes ne crée absolument aucun débat.

Nous ne nous préoccupons pas, semble-t-il, d'une modification profonde du rôle de notre armée à l'étranger. Il n'y a pas si longtemps, l'armée canadienne était vue comme une entité qui était présente, mais n'était pas au centre de l'identité canadienne. Aujourd'hui, nous ne sommes plus très loin d'être devenus citoyens d'un pays militariste. Le Canada est devenu un pays qui pense que l'armée n'est pas nécessairement un outil de pacification. Aussi, si les Américains décidaient qu'il faut intervenir en Syrie ou en Iran, je ne m'étonnerais pas du tout que le Canada suive la voie désignée par le Pentagone même sans avoir obtenu l'aval du Conseil de Sécurité de l'ONU. À vrai dire, nous avons de bonnes raisons de croire que, dans les prochaines années, le Canada ne se limite plus au rôle d'exécutant de certaines décisions prises par des instances comme les États-Unis ou l'OTAN, mais qu'il devienne le fer de lance d'interventions militaires à l'étranger, dans les limites de ses capacités militaires. Le Canada reste une puissance de deuxième ordre par rapport à la Chine ou les États-Unis, mais il n'en demeure pas moins que nous avons maintenant un arsenal militaire beaucoup plus important que dans le passé et, surtout, nous avons changé complètement la culture civique à l'égard de l'armée : c'est ce qui, en définitive, me semble le plus important. Certes, les budgets militaires ont explosé. Mais il faut nous rendre compte à quel point notre attitude par rapport au rôle de l'armée canadienne a changé.

Cet état de fait montre clairement le nombre de changements que nous sommes prêts à accepter au niveau de la sécurité. Cela signifie, par exemple, que notre rapport avec les États-Unis est de moins en moins critique. On ne se soucie plus de l'existence de Guantanamo. On ne se soucie pas de ce qui se passe dans une prison militaire comme celle de Bagram en Afghanistan. Maher Arar n'a jamais existé ou n'existe plus, comme s'il s'agissait d'une histoire ancienne. La politique des assassinats ciblés par des drones, démontre à quel point la politique étrangère d'Obama ne diffère pas fondamentalement de celle de son prédécesseur à la Maison-Blanche, ne nous intéresse guère non plus. Un jeune homme, Omar Khadr, croupit toujours à Guantanamo et a disparu de l'opinion publique. Il existe des individus, ici et à l'étranger, pour qui notre désintéressement et notre manque de responsabilités ont des effets immédiats. En ce sens-là, nous avons démocratiquement choisi d'oublier ce qui se passe à Guantanamo, à Bagram ou encore au Pakistan, démocratiquement au sens où je le disais plus haut, c'est-à-dire en acceptant de laisser poser un certain nombre de gestes qui ne sont possibles que parce que nous y consentons, de manière implicite ou explicite. Personne ne nous a forcés à oublier que le comité spécial sur l'Afghanistan a en quelque sorte accouché d'une souris. Personne ne nous a forcés à admettre que les documents qui nous ont été livrés au sujet du scandale des prisonniers afghans sont tellement caviardés qu'il est impossible de les lire.



...nous avons énormément de liberté et donc de pouvoir, et notre pouvoir implique de prendre au sérieux notre liberté. Il s'agit d'en faire quelque chose de constitutif de notre existence quotidienne.



L'espoir dépend de nous

Personne ne nous force à accepter de telles situations. Et si personne ne nous force, c'est donc un choix lorsque nous l'acceptons. Il s'agit d'un choix démocratique. Et pourtant il s'agit d'un choix démocratique qui va à l'encontre des droits fondamentaux de nombreuses personnes à l'étranger et c'est un choix démocratique qui va à l'encontre d'une démocratie digne de ce nom.

Nous acceptons bon nombre de choses comme si nous n'avions aucun pouvoir sur elles, alors que nous avons en réalité beaucoup de pouvoir. On me répondra que ces pouvoirs sont tout de même limités, et je répondrai que je suis entièrement d'accord. Mais ces pouvoirs existent, surtout lorsqu'ils sont mobilisés et canalisés, et qu'ils ne sont pas récupérés dans un cadre démagogique qui empêche toute forme de réflexion commune, sans laquelle aucune responsabilité collective n'est possible.

Si nous étions en Afghanistan, il serait très difficile de combattre pour la justice et la démocratie, en raison des problèmes endémiques de corruption, du népotisme ou parce que des institutions légitimes n'existent pas ou sont à l'état embryonnaire. Mais au Canada les institutions existent, du moins elles existent encore. Il s'agit de les activer. Ces institutions, elles se vérifient dans le parlementarisme, ou encore dans des débats publics et dans le travail des journalistes. Dans des périodes où l'indifférence a des conséquences politiques aussi importantes, il m'apparaît d'autant plus nécessaire que les citoyens soient vigilants. Cette vigilance commence par la conviction toute simple que nous sommes tous coresponsables de ce qui nous arrive et de ce qui se passe à l'étranger et que nous voudrions ignorer.

Essentiellement — et cela pourra paraître étrange après tout ce qui a été dit ici — le message que j'espère donner, au-delà de ses critiques, se veut véritablement un message optimiste. Ce que j'essaie de dire ici, c'est que nous avons énormément de liberté et donc de pouvoir, et notre pouvoir implique de prendre au sérieux notre liberté. Il s'agit d'en faire quelque chose de constitutif de notre existence quotidienne. Bien sûr, la liberté peut signifier aussi de ne pas se préoccuper de notre liberté. Le problème d'un tel choix nous prive peu à peu de manière définitive de notre liberté. Mon optimisme consiste à dire que personne ne nous force à nous tenir à genoux. Si nous le sommes, c'est parce que nous le voulons. Nous pouvons aussi redresser l'échine et prendre notre avenir en main.



Les gouvernements, rappelons-nous, gèrent des intérêts, prennent des décisions très rarement motivées par les principes de droits de l'homme ou de la démocratie. Leurs décisions sont motivées principalement par les intérêts des pétrolières, des compagnies minières, etc.

POUR COMPRENDRE LES MUTATIONS DANS LE MONDE ARABE

Par

FADI HAMMOUD



Journaliste indépendant d'origine libanaise. Spécialiste du monde arabe, il a travaillé à Beyrouth dans divers médias, notamment pour le journal *Daily Star* ainsi que pour les grandes chaînes de la télévision nationale. Analyste et rédacteur, il a été interviewé à plusieurs reprises et a beaucoup écrit sur les questions relatives au Proche-Orient et au Maghreb.

Je crois qu'il y aura un printemps. Il n'est pas immédiat. Les peuples arabes sont maintenant en marche. Leur parole est libérée. Leur action est libérée. On les voit dans la rue. Ils occupent la scène. Ils essaient d'imposer leurs demandes, leurs aspirations, leurs rêves, etc. Ce qui contredit la stagnation persistante depuis le début des années 1970, depuis presque 40 ans. Je crois qu'ultimement le printemps arrivera et ce sera vraiment la floraison de ces rêves. Mais d'ici là la marche est très pénible, jonchée d'obstacles et de beaucoup de pertes. Des sacrifices énormes sont consentis quotidiennement partout et des risques majeurs naissent partout, que ce soit en Égypte, en Tunisie dont on entendait moins parler ou en Libye, au Yémen, au Bahreïn dont le silence absolu masque tout ce qui s'y passe quotidiennement, ou encore en Syrie qui, depuis quelques mois, occupe la scène médiatique. Je crois fermement que la démocratie aboutira, le processus s'achemine vers une démocratisation de cette région, qui ne se réalisera pas dans l'immédiat. Ce n'est pas gagné d'avance. Trop risqué, trop compliqué.

Sur le plan économique et stratégique, la région constitue un maillon essentiel dans l'économie mondiale, de sorte que toutes les forces, toutes les puissances internationales cherchant à y jouer un rôle important se trouvent mêlées aux alliés. Elles font avancer leurs intérêts par différents moyens, quelques-uns pacifistes certes, mais d'autres très militaires qui coûtent cher en vies humaines. Rappelons-nous le début de l'invasion de l'Irak. Demain, le 11 septembre, ce sera le 10^e anniversaire du 11 septembre 2001. On a justifié l'invasion de l'Irak par la nécessité de venger le 11 septembre. On a essayé de lier le régime irakien au 11 septembre, ce qui s'est avéré faux. Le lier aux armes de destruction massive s'est aussi avéré faux. Puis on a argué la marche vers la démocratisation. On a même joué sur ce thème cher à toutes les nations, surtout maintenant pour les Arabes qui luttent contre les dictatures. On a manipulé le concept. On a présenté l'invasion comme une étape nécessaire vers la démocratie, mais en réalité le pétrole en était et reste toujours le véritable motif, comme c'est le cas en Libye et pour la Syrie aussi. L'énorme intérêt médiatique à la Syrie, ne nous leurrions pas, ce n'est pas un intérêt réel des gouvernements pour les droits humains. Les gouvernements, rappelons-nous, gèrent des intérêts, prennent des décisions très rarement motivées par les principes de droits de l'homme ou de la démocratie. Leurs décisions sont motivées principalement par les intérêts des pétrolières, des compagnies minières, etc.

Diversité des territoires et des stratégies

J'ai fait cette petite introduction, parce que le sujet est assez complexe. On doit aborder une région très diversifiée et des pays où les conflits et les acteurs sont très différents. Dans un va-et-vient à travers ce vaste territoire, je vais essayer de résumer autant que possible, décrivant l'intérêt des pays de cette grande région, les aspirations de ces peuples et les enjeux pour les grands acteurs qu'ils soient locaux, régionaux, internationaux.

Neuf mois après le début de la révolte en Tunisie — la chute de Ben Ali eut lieu en janvier et celle de Mubarak, en Égypte, trois semaines plus tard — on voit clairement qu'il y a une aspiration



très forte, très enracinée pour la démocratie, pour la liberté, pour la dignité, pour la justice sociale. Des slogans différents le manifestent partout. On discute très clairement de ces demandes dans ces pays arabes, ce qui a mobilisé des foules. Pourquoi? Parce qu'à un certain moment, des conditions étaient réunies objectivement pour discréditer un régime et le faire tomber. Là où les conditions n'étaient pas vraiment réunies, le régime n'est pas tombé. N'oublions pas que les chefs de ces régimes, despotiques ou dictatoriaux, ne sont pas des imbéciles. Ce sont des gens qui savent très bien manipuler, créer des alliances internes entre différents acteurs sociaux et économiques, et ils ont réussi à faire durer leurs régimes pendant 40 ans. Auparavant, les régimes arabes ne duraient pas facilement. Dans certains pays, la durée d'un régime était de six mois, habituellement renversé par un coup d'État militaire. C'était surtout le cas de la Syrie pendant les années 50 et 60.

De là un ras-le-bol populaire, parce que ces régimes sont caractérisés par un despotisme absolu et une perte de dignité pour les gens. Aucun droit, aucune liberté. Même la police, qui normalement devrait gérer des affaires criminelles ordinaires, était devenue dans ces pays un appareil répressif. Elle exerçait la torture au même niveau ou au même degré que la police politique et les services secrets. Avant les années 80, la police ne torturait pas les gens. En Égypte et dans d'autres pays aussi, la torture n'était une pratique courante que pour interroger quelqu'un accusé d'un vol. Torture, viol, on filme et on envoie les vidéocassettes par SMS aux autorités pour le dénoncer, l'humilier, etc. Des comportements absolument insoutenables. De plus, ces régimes-là n'assuraient aucune justice sociale, aucun droit économique. L'économie appartenait à une caste très fermée. Il s'agissait aussi d'un régime oligarchique. En Égypte, 1 000 familles gouvernaient le pays et tenaient les rennes de l'économie, accaparaient vraiment 80 % de la richesse nationale. Tout le monde vivait dans la pauvreté, à des degrés différents.

La même situation prévalait en Tunisie, au Yémen, au Bahreïn, en Syrie, etc., avec des nuances pour la Syrie parce que c'est un pays qui n'était pas au même stade que les autres. Dans ces pays aussi, l'appareil répressif empêchait la création de toute forme de critique politique ou sociale. Depuis les années 70, ces régimes, soutenus par des pays occidentaux, écrasaient toute forme d'opposition laïque au nom de la guerre contre le communisme. À cette époque, existait la fameuse alliance entre les islamistes et les États-Unis. Des dizaines de milliers de jeunes militants islamistes étaient envoyés en Afghanistan par leurs gouvernements avec l'approbation de la CIA, et même une participation active de sa part. On les formait, on les entraînait, on les armait et on les envoyait contre les troupes soviétiques. Une fois terminée la présence des troupes soviétiques en Afghanistan, on les retourne dans leur pays. C'est à ce moment que ces jeunes commencent une campagne de terrorisme. Ils se retournent contre les régimes qui les ont utilisés.



J'aborde cet épisode parce qu'il est maintenant récurrent en Syrie et en Libye. Malgré tout ce que l'on a entendu, la Libye n'est pas comme l'Égypte, ni la Tunisie, ni le Yémen, ni le Bahreïn. Un mouvement de masse énorme, vraiment une vague qui déferle comme un tsunami caractérise ces révoltes. On a vu en Égypte ce que j'appelle l'effet boule de neige. Tout a commencé à la Place Tahrir par une petite manifestation. Les organisateurs attendaient 10 000 personnes. Ils sont 75 000 et ils décident de faire un sit-in. Le lendemain, c'est le double. Le jour d'après, le triple. Trois jours plus tard, un demi-million de personnes occupent Tahrir une place publique énorme. De là, sont apparues des manifestations par des millions de personnes. Le jour de la grande bataille contre le régime Moubarak, au Caire un rassemblement de trois millions de personnes; dans le reste du pays, 15 autres manifestations; 18 millions d'Égyptiens se trouvent dans la rue sur une population globale de 85 millions — un pourcentage énorme. Une vague déferlante semblable en Tunisie, au Yémen, au Bahreïn. Les films montrent des avenues de quelques kilomètres de longueur pleines de gens. C'est immense. En Syrie, ce n'est pas pareil. Ni en Libye. J'y reviendrai plus loin.

Là où une société entière a été lésée durant des années, se produit ce genre de soulèvements populaires vraiment énormes. Même les couches les plus aisées qui se trouvaient exclues du fameux club de l'oligarchie se sont rendu compte à un certain moment qu'elles devaient se battre contre ce régime qui ne leur laisse aucun choix. Le club des dictateurs et des despotes arabes présente aussi des caractéristiques semblables. Ce sont des gens sans aucune légitimité nationale importante. Ben Ali n'est pas Bourguiba qui a fondé la Tunisie, assuré les droits de la femme, l'égalité, etc. et lancé une campagne de développement et d'éducation dans le pays. Ben Ali, un simple policier, a gravi les échelons poussé par les Américains et la CIA, parce qu'il était un bon policier, capable donc, selon eux, de faire la répression. Moubarak non plus n'était pas membre du conseil révolutionnaire de Abdel Nasser qui a renversé la monarchie, chassé les Britanniques du pays, récupéré la souveraineté nationale, nationalisé le canal Suez, lancé la lutte contre Israël, promu l'industrialisation, l'éducation, le système de santé. Moubarak n'en fait pas partie. Il était un officier dans l'armée et en 1973, le chef de l'aviation militaire. On sait très bien dans le monde arabe combien l'aviation militaire est efficace. Ça sort deux fois par année dans un combat, et on a peur pour eux. On les garde bien en sécurité. Aux yeux de son peuple, Moubarak n'a aucune légitimité sur le plan national. En effet, pour qu'un régime dure, il faut avoir une certaine légitimité et il y a quatre sources pour l'assurer: la légitimité nationale, la plus importante et la plus décisive; la légitimité traditionnelle ou religieuse pour les familles royales; un consensus pour les accepter, ou bien un projet économique-social, de justice sociale comme certains l'ont fait (le Baas et d'autres au Yémen du Sud, les socialistes au Yémen du Sud), et des élections démocratiques libres. Les régimes despotiques contestés n'avaient aucun lien avec la démocratie. Ils avaient hérité du développement social et économique réalisé par leurs prédécesseurs dans les années 60. Sur la lancée de cette légitimité, ils demeuraient au pouvoir. Aussi, abusaient-ils de



ce qui restait de légitimité nationale, ce qui les aidait à se maintenir en poste jusqu'à un certain degré. Mais avec les années, ce capital de légitimité s'est épuisé. Maintenant, en 2011, ils étaient perçus comme des traîtres. Important de le savoir, parce que, dans le cas de la Syrie, le régime se maintient puisqu'il a une légitimité nationale. Je vais expliquer pourquoi. Les scénarios sont donc très différents, comme je l'ai souligné au début de cet entretien.

Enjeux et jeux de coulisses

Avec ces mouvements qui cherchent la démocratie, des changements radicaux vont intervenir sur le plan économique de cette région. Les économies doivent s'ouvrir, doivent se développer. Un développement, qui répond aux aspirations et aux attentes de la majorité écrasante du peuple, doit être axé d'une façon ou d'une autre sur ses aspirations à plus d'opportunités de travail, à plus de justice sociale, etc., ce qui risque en même temps de léser les intérêts des compagnies occidentales surtout là où il y a du pétrole et d'influencer l'économie. Un pays comme l'Égypte n'est pas un grand pays exportateur de pétrole, mais c'est un pays extrêmement important dans l'équilibre régional de la force politique et militaire. Pour les États-Unis, perdre l'allié égyptien équivaut à une débâcle dans la région qui va influencer ce qui se passe à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, en Arabie Saoudite, et les pays pétroliers seront pour le moins coincés. C'est pourquoi les États-Unis, dès le problème de l'Égypte, sont intervenus et ont décidé de sacrifier la tête du régime. Pour eux, il fallait sauvegarder l'essentiel de ce régime, pour qu'il puisse maintenir la même direction, mettre en pratique et appliquer les mêmes politiques favorables à Israël et aux Occidentaux. Les dirigeants israéliens, rappelons-le, ont affirmé que le président égyptien Hosni Moubarak, était pour eux un trésor stratégique, le meilleur allié qu'ils n'ont jamais eu, même meilleur que les États-Unis. Moubarak était le garant de leur sécurité. Le jour de son départ, est apparu un grand problème entre les États-Unis d'une part, et Israël et l'Arabie Saoudite d'autre part. Ces derniers ont paniqué. Tous les journaux ont rapporté le débat très émotif entre le Roi saoudien et le président Barack Obama. Jusqu'à ce jour, les Israéliens ne veulent pas que Moubarak soit jugé. Tout le monde intervient en sa faveur. On veut le sauver. Le conseil militaire qui gouverne l'Égypte veut aussi conserver l'essentiel du régime parce que, avec le départ de Moubarak, c'est juste la tête qui est tombée. Mais l'hydre qui gouverne l'Égypte, c'est un régime à plusieurs têtes et il est toujours en place. C'est avec lui maintenant que le combat continue. En ce qui concerne Moubarak, le problème du conseil militaire à la tête de l'Égypte, a été très simple: Tantawi aspire à s'asseoir à la place de Moubarak et Moubarak, comme tous les autres dirigeants arabes, aspire à léguer le pouvoir à son fils. Voilà le vrai problème, le problème de la succession. L'armée n'a pas accepté parce que plusieurs généraux attendent leur tour. C'est très simple. Là-dessus, pas de divergence politique entre X, Y ou Z. Tous sont pareils parce que tous comprennent que se maintenir au pouvoir dépend vraiment de la bonne volonté des Américains qui contrôlent l'appareil militaire et peuvent le renverser à n'importe quel moment. C'est une autre caractéristique des pays où les régimes oligarchiques sont tombés en comparaison avec d'autres,

Un développement, qui répond aux aspirations et aux attentes de la majorité écrasante du peuple, doit être axé d'une façon ou d'une autre sur ses aspirations à plus d'opportunités de travail, à plus de justice sociale, etc., ce qui risque en même temps de léser les intérêts des compagnies occidentales surtout là où il y a du pétrole et d'influencer l'économie.



parce que, en Égypte, se vit une lutte pour contenir la révolution, écraser les aspirations du peuple et le mouvement de protestation qui occupe la rue chaque vendredi. Parfois ce mouvement est fatigué, parfois il s'essouffle, mais on le voit rebondir régulièrement. Hier, par exemple, c'était un grand événement, très important : pour la première fois sur la Place Tahrir a eu lieu une manifestation énorme contre le conseil militaire. Les manifestants l'appellent avec des slogans à léguer le pouvoir aux civils, comme promis il y a neuf mois. En effet, la promesse des militaires de mettre sur pied, au bout de six mois, un gouvernement civil ne s'est pas concrétisée jusqu'à maintenant. Le gouvernement actuel n'est pas un gouvernement qui gouverne. Il est aux ordres de Tantawi. Le gouvernement a décidé de rappeler l'ambassadeur d'Israël pour protester contre la mort de cinq soldats égyptiens par les tirs israéliens. Les Américains, dans un appel téléphonique à Tantawi, contestent sa décision. Il doit annuler sa décision et l'ambassadeur reste à son poste. Hier donc, la manifestation, pour la première fois, était dirigée par les forces civiles, laïques, de toutes les catégories, des nationalistes, des gens de gauche, des libéraux, etc. Avec eux, beaucoup d'islamistes ont désobéi aux ordres de leur direction et ont rejoint les manifestants parce que la direction appuie l'armée (je vais expliquer plus tard), l'un des mécanismes de la contre-révolution que supervisent maintenant les Américains. Dans la région, l'alliance entre les islamistes et les armées est présentée comme une démocratie. Un gouvernement à deux dictateurs donne-t-il vraiment une démocratie...

En ce sens-là, hier, la manifestation était importante... et les slogans étaient très clairs. La place était bondée, bondée, sans soldats ni de Frères musulmans. C'était en réaction à la grande manifestation organisée le 27 juillet par les islamistes de toutes allégeances qui exigeaient l'application de la charia, refusaient et rejetaient la démocratie, rejetaient tout changement dans la constitution pour maintenir le régime en place, et qui regroupaient beaucoup d'islamistes et de salafistes financés par les pays du Golfe et de l'Arabie Saoudite.

Un document retrouvé récemment révélait que le gouvernement du Qatar, à lui seul, finance une association salafiste égyptienne à la hauteur de 140 millions de dollars par année. Je peux vous assurer que tous les partis politiques en Égypte n'ont pas ce budget-là, mais une association salafiste qui s'appelle l'Association de la défense de la charia musulmane, à elle seule, détient ce budget annuel, octroyé par un seul pays qui est le Qatar. N'oublions pas l'Arabie Saoudite, les Émirats, le Koweït, etc. qui financent plusieurs de ces groupes. Ils vont chercher de la clientèle auprès des gens pauvres...

Les vrais paris

Dès le début, les États-Unis ont essayé de gérer la contre-révolution dans la région aussitôt que la chute de Moubarak est devenue inévitable. Rappelons-nous que ce n'est pas parce que les Américains veulent la démocratie, comme ils sont en train de nous le faire croire maintenant, mais

plutôt parce qu'ils n'avaient aucun choix : ou bien ils laissent Moubarak tomber, ou bien le régime va éclater de l'intérieur parce que l'appareil répressif policier a implosé. Si l'armée, traversée par des courants de différentes tendances, ne se présente pas un peu neutre, elle pourrait imploser aussi. La voix choisie, l'arme essentielle, c'est l'alliance entre Frères musulmans et militaires. On nous offre le modèle turc : regardez, nous dit-on, le modèle turc de démocratie avec le premier Ministre Recep Tayyip Erdogan.

Cependant, dans le modèle turc on observe deux handicaps majeurs et deux contrevérités. Premièrement, il n'existe pas d'alliance entre militaires et islamistes en Turquie. Mais il s'y trouve un équilibre. L'armée est l'institution fondamentale garante de la laïcité du pays et elle contrebalance le pouvoir civil. Récemment, un événement majeur l'a affaibli et maintenant Erdogan a la mainmise sur l'armée. Quelles en seront les suites ? Ce n'est pas une mince affaire ce qui s'est produit puisqu'Erdogan a reçu l'appui des Américains. Ces derniers l'ont beaucoup aidé à mater l'armée et à la soumettre à l'autorité civile. Donc, une première contrevérité.

Dans le monde arabe — c'est la deuxième contrevérité — il n'existe pas de tradition démocratique comme en Turquie malgré tous ses défauts. Soulignons deux défauts majeurs en Turquie : pas d'égalité entre les différentes races et nationalités, et pas d'égalité entre les différentes religions. Un Kurde n'a pas les mêmes droits qu'un Turc de souche. On le voit très clairement : il y a trois mois, Erdogan a rejeté l'existence d'un problème kurde, ou encore qu'il doive résoudre ce problème-là, le cas échéant. Il n'y a pas de nation kurde. Il y a des Kurdes, mais pas de nation kurde chez lui. Et pourtant on en décompte entre 15 et 20 millions selon les différentes estimations. Aussi, un Alawite n'a pas les mêmes droits qu'un Sunnite. Dans la loi, le ministère des biens religieux des Sunnites, supervise aussi les biens religieux des autres communautés et leur dicte si elles peuvent construire leur mosquée ou non, si elles peuvent la financer ou non. L'État ne donne pas de contribution à la communauté alawite, mais il subventionne la communauté sunnite. Tout un système empêche aussi un Alawite de devenir premier ministre. Erdogan a utilisé cet argument durant sa campagne électorale en juillet. Il est allé jusqu'à attaquer ouvertement les Alawites, il y a deux jours, sur le plan confessionnel, et à les stigmatiser pour aller chercher des votes chez les islamistes radicaux extrémistes. Ce sont des handicaps majeurs parce que la région n'a pas besoin d'augmenter les non-droits, les différences de droit ou l'absence d'égalité qui existent déjà. Au contraire, il faut garantir plus de droits et développer l'égalité.

Ne nous trompons pas, c'est avec une visée d'intérêts que les États-Unis ont lancé une campagne pour proclamer leur appui à la démocratie. Ils veulent nous vendre leur position. Pourtant, en Syrie, ils sont très actifs. Au Bahreïn, ils ont fermé les yeux sur l'occupation du pays par l'armée saoudienne. Au Yémen, ils ont refusé que Saleh dégage. Pour une raison simple : le Bahreïn et le Yémen menacent l'Arabie Saoudite et les autres Émirats. Les États-Unis sont dans cette région et c'est très délicat. Si le Yémen se démocratise, échappe à la tutelle saoudienne et américaine,

Ne nous trompons pas, c'est avec une visée d'intérêts que les États-Unis ont lancé une campagne pour proclamer leur appui à la démocratie.



il risque vraiment d'influencer l'Arabie Saoudite. Au moins trois millions de Yéménites vivent en Arabie Saoudite et trois provinces yéménites ont été annexées par les Saoudiens. Les gens là-bas sont réprimés par la force. À plusieurs reprises, les forces tiraient sur la foule. Beaucoup de morts, qu'on ne voit pas dans les nouvelles. Les médias ne s'occupent pas d'eux.

Comme au Bahreïn, la répression continue, les manifestations continuent. Les médias de la région rapportent ces événements, mais avec un silence général sur le Bahreïn et le Yémen. Au Bahreïn, on ne veut pas que cet Émirat où se trouve le quartier général de la 5^e flotte américaine soit gouverné par la majorité du pays qui est chiite de peur qu'il devienne une base iranienne, simplement parce qu'ils sont de la même confession. Automatiquement, on identifie les gens à partir de leur religion et non pas à partir de leur identité politique ou des intérêts qu'ils représentent.

Pour faire progresser cette contre-révolution, on nous vend subtilement cette démocratie comme si elle était un projet américain. On le voit en Syrie où deux dynamiques distinctes qui étaient présentes dès le début. La première, c'est la dynamique populaire dont je parlais : des gens qui sortaient dans la rue avec des revendications de liberté, de démocratie et ils scandaient dès le début : la dignité, on veut la dignité, on veut la liberté. Ils avaient des demandes qui touchent le plan économique, social, etc. mais ils n'ont pas appelé à renverser le régime contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays.

Alors qu'en Égypte, en l'espace d'une semaine, tout le monde voulait faire chuter le régime, ce n'était pas le cas en Syrie. Certes y avait-il aussi en Syrie une opposition à l'extérieur dont la force la plus importante comporte trois composantes : les Frères musulmans qui ont fait une révolte armée dans les années 1970 et au début des années 1980, utilisant massivement la terreur ; deux issus du régime et liés à la répression durant cette période : Abdel-Halim Khaddam, l'ex vice-président syrien, et Rifaat Al-Assad, l'oncle de l'actuel président, un ancien vice-président. Les champions de cette période très sanguinaire de la Syrie qu'ils soient du côté des Frères Musulmans ou du côté du régime, veulent aujourd'hui la démocratie. Ils la veulent à coup de révoltes armées et d'insurgés. Les Frères musulmans, une fois de plus, ont joué la carte de la révolte armée dès le début. On a vu que, contrairement aux autres pays, comme en Égypte, on a compté en l'espace de trois semaines mille morts parmi les manifestants et on a parlé d'une centaine de policiers blessés parce qu'ils ont reçu des pierres dans la figure.

En Syrie, on décompte au moins 600 morts parmi les forces de l'ordre et 4 000 blessés ainsi que près de 300 à 400 civils tués par les insurgés islamistes et salafistes, uniquement parce qu'ils appuient le régime. Dans différentes villes, des listes dressées de noms des familles qui appuient le régime sont visées. Des gens sont abattus à cause de leurs opinions. Des assassinats sont perpétrés. Le vice-président de l'Ordre des pharmaciens de la Syrie a été abattu dans sa pharmacie parce qu'il appartient à un parti politique, le Parti national social syrien, qui appuie

le régime. Même l'ambassadeur américain, Robert Ford — vous pouvez lire son commentaire sur Facebook — reconnaît maintenant qu'il y a une insurrection armée, qu'il y a des morts parmi les militaires sauf que le nombre de morts parmi les civils et les militaires est toujours en faveur des civils. En Syrie, il sévit vraiment une campagne de désinformation massive. Chaque personne morte, dit-on, était un civil qui manifestait. Ce n'est pas vrai. Le régime n'est pas un régime démocratique. Il ne joue pas dans la dentelle. Il est très répressif. Il peut tuer, torturer, je le sais très bien. Je suis un Libanais. J'ai suivi les affaires de la Syrie. J'ai toujours été contre ce régime. Mais je sais aussi qu'il n'est pas un régime fou. On essaie de nous présenter ce régime comme vraiment écervelé, sans cervelle, dirions-nous.

Ce qui se passe en Syrie est très intéressant parce que les Américains et les Israéliens ont déclaré dès le début vouloir abattre le régime syrien. Selon le ministre de la Défense israélien, Ehud Barak, abattre le régime syrien va trancher par le milieu l'axe Téhéran-Damas-Hezbollah-Hamas, comme on tranche un nœud gordien. Ainsi va-t-on pouvoir encercler l'Iran, qui représente aussi un enjeu majeur. Ce n'est donc pas pour la démocratie qu'on appuie l'insurrection en Syrie.

L'opposition, de l'intérieur, a réclamé des réformes. Le régime, bien qu'il soit très répressif, a élaboré des réformes sur papier. Sur le papier au moins. Est-il très sérieux, je ne le crois pas, mais on peut vraiment le coincer pour qu'il le devienne, puisqu'il y a une insurrection. Des gens sortent dans la rue. De vraies manifestations s'organisent. Des gens aspirent à la démocratie et, à côté, d'autres gens — une minorité de gens, mais très actifs, très dangereux et très bien armés — aspirent à instaurer la Charia islamique et à être gouvernés par les Frères musulmans. Dans certains endroits, l'armée syrienne a fait face à quelques centaines de combattants. En d'autres lieux, se levait une menace directe d'intervention de l'OTAN et surtout de la Turquie. Ankara a posé clairement des conditions pour que cesse toute hostilité au régime : que le régime coupe les relations avec l'Iran, nomme un Premier ministre des Frères musulmans, un Premier ministre avec des pouvoirs substantiels pour qu'il dirige la transition afin d'assurer à Bachar une autre présidence; en contrepartie, il leur livre la Syrie. Mais Bachar jouit d'une popularité très grande, contrairement à Moubarak. En effet, quand Moubarak a voulu prouver sa popularité, 5 000 manifestants se rassemblent dans un des quartiers les plus chics du Caire vêtus de leurs vêtements chics, signés, avec des lunettes de soleil pour proclamer leur appui à Moubarak. Ils sont repartis à la maison une heure plus tard.

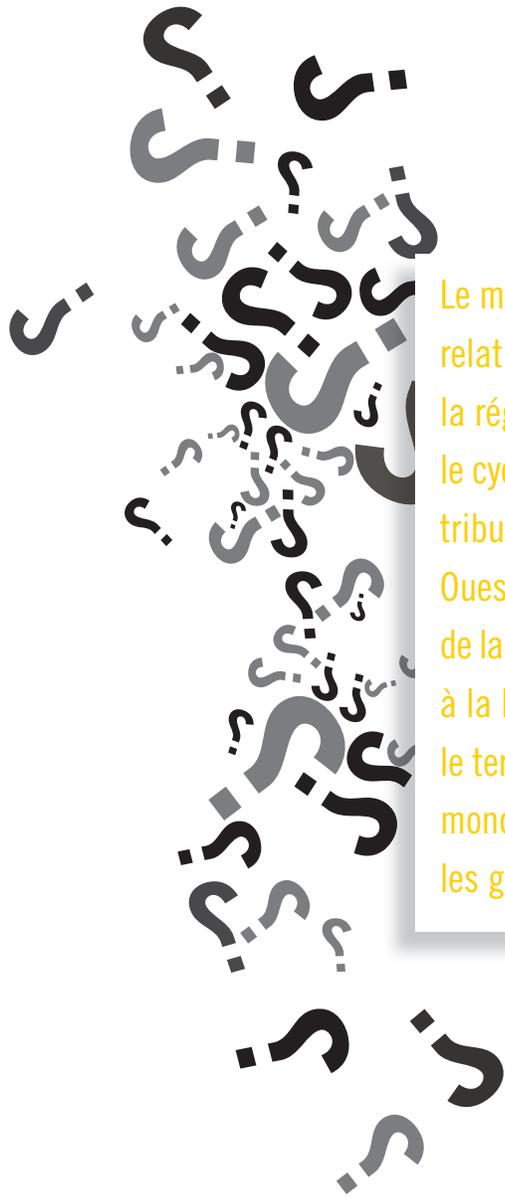
En Syrie, des manifestations d'un million, un million et demi de personnes appuient Bachar, parce que le régime n'a pas perdu sa légitimité nationale. Le président actuel est toujours perçu, même selon les sondages, même selon les Israéliens, comme un président qui défend l'intérêt national. Il l'incarne. Il résiste à Israël et aux États-Unis depuis longtemps, ce qui lui garde sa légitimité aux yeux des Syriens. Les dirigeants israéliens reconnaissent aussi que le centre de gravité du pays, c'est-à-dire les deux grandes métropoles, Alep et Damas, où vivent neuf millions de Syriens



(presque la moitié de la population), n'a pas été touché par les manifestations. C'est parce que ces gens reconnaissent ce régime comme le défenseur de leurs intérêts. La classe moyenne s'identifie à lui. Il a l'appui non seulement des minorités, mais de la majorité des Sunnites du pays, la plus grande communauté. Les minorités se sont toutes rangées derrière lui. Les dignitaires, les patriarches des églises chrétiennes d'Orient aussi. Tous ont appuyé le régime publiquement. Le dernier à se prononcer, il y a deux jours, le patriarche Maronite du Liban, Bechara Raï, a déclaré, à Paris, à l'Élysée : *Nous appuyons Bachar, il est très populaire et nous sommes derrière lui, parce que, s'il est renversé, il y a deux scénarios possibles : la guerre civile ou un régime islamiste qui menace tout le monde, tous les opposants, toutes les minorités.*

En Libye, ce fut une révolte au début devenue tout de suite une révolte armée. On a vu l'OTAN sauter dans la lutte, sous le prétexte de défendre et protéger les civils. Et de là, à renverser le régime, on a parcouru une distance énorme. La résolution du Conseil de sécurité de l'ONU n'autorisait pas du tout une action militaire pour renverser le régime. Elle autorisait la protection de la ville de Benghazi et celle de la population civile. On a maintenant renversé le régime non seulement avec l'aviation militaire, mais aussi avec les troupes qui sont sur le terrain. Plusieurs sources occidentales le reconnaissent. Des troupes spéciales, britanniques, françaises, jordaniennes, et autres, même des compagnies comme Black Water sont intervenues pour renverser Kadhafi, cela en l'espace d'un seul mois. Pendant six mois, on a vu un équilibre se stabiliser entre l'Est et l'Ouest de la Libye. Les rebelles n'arrivaient pas à prendre le fameux port de Brega.

D'un seul coup, on voit la machine militaire de Kadhafi s'écrouler et se produire des percées militaires importantes. On découvre aussi que le fameux Moustapha Abdeljalil, le chef du Conseil intérimaire, avait promis à monsieur Sarkozy 35 % du pétrole libyen. Voilà la démocratie, les droits de l'homme pour la Libye. Selon différentes estimations, la « protection des civils » a entraîné la mort de 50 000 d'entre eux. On nous a gavés de photos comme quoi on protège les civils et qu'il ne s'agit là que d'opérations chirurgicales. On ne voyait pas du tout les victimes. C'était comme la guerre en Irak.



Le manque d'intérêt relatif de Washington pour la région fait en sorte que le cycle actuel n'est pas tributaire du conflit Ouest-Est, ni même de la guerre des civilisations à la base de la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale qui justifie les guerres.

Par

MARCELO SOLERVICENS



Politologue et journaliste. Depuis 2003, il est secrétaire général de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), un regroupement de plus de 4 000 radios communautaires dans plus de 115 pays. D'origine chilienne, il s'intéresse de façon spéciale aux enjeux de la démocratie et des droits de la personne en contexte latino-américain.

Demain : le 11 septembre. Cette date rappelle le coup d'État militaire de Pinochet au Chili, en 1973, le moment le plus sombre du dernier cycle d'installation de régimes militaires de sécurité nationale en Amérique latine.

À la suite de cette période des dictatures militaires des décennies 60-80, le continent vit depuis plus de vingt ans un cycle de gouvernements élus par voie démocratique représentative. Tous les pays de l'Amérique latine se sont maintenant donné des gouvernements élus et les transitions s'effectuent généralement sans heurts. Même si les possibilités de retour des régimes militaires semblent écartées, la valeur même des régimes démocratiques actuels est remise en question.

Cette année, par exemple, les mobilisations massives et légitimes des étudiants chiliens pour un système d'éducation comme celui d'avant la dictature de Pinochet se heurtent au mur des compromis de la classe politique avec les militaires qui déterminent l'actuel système politique pris dans le carcan du néolibéralisme loin des préoccupations citoyennes.

Essais et difficultés des démocraties

Les situations varient d'un pays à l'autre, car la diversité des expériences caractérise l'actuel cycle de régimes démocratiques. Le manque d'intérêt relatif de Washington pour la région fait en sorte que le cycle actuel n'est pas tributaire du conflit Ouest-Est, ni même de la guerre des civilisations à la base de la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale qui justifie les guerres. Un fourre-tout, en effet, que ce discours sur la démocratie qui peut tout justifier et son contraire. L'important, c'est que la région, de manière semblable à ce qui est arrivé dans les années 1930, détient une autonomie relative, malgré les puissants lobbies à Washington, pour faire l'expérience de gouvernements qui tiennent compte des défis propres de la région.

C'est ainsi que le socialisme du XXI^e siècle du président du Venezuela, Hugo Chavez, ses politiques sur le contrôle du pétrole, le soutien à Cuba et le discours enflammé contre Washington, n'auraient pu survivre durant la période de la guerre froide. En Bolivie, malgré l'essai de coup d'État, grâce au soutien des militaires et à des politiques favorables aux plus pauvres, la révolution bolivarienne a pu tenir tête, jusqu'à maintenant, aux tentatives de coup d'État, y compris à celles téléguidées par les lobbies de Washington. Certes, le Parti *Socialista Unido de Venezuela* bénéficie de l'effondrement des autres partis politiques. En effet, l'ensemble de l'ancienne classe politique vénézuélienne est discréditée et sans attrait pour la majorité des électeurs malgré son contrôle des médias et du pouvoir économique. Ainsi en est-il en Bolivie et en Équateur.

Cependant, le gouvernement d'Hugo Chavez est confronté à l'usure de ses politiques parce qu'elles sont loin du projet « socialiste » qui transforme les structures et les relations sociales. Malgré la radicalité de certaines propositions, elles s'inscrivent dans un modèle progressiste qui combine le mode de production capitaliste au rôle accru de l'État dans l'économie. Un modèle antilibéral,

mais non pas un gage d'élimination du problème fondamental de l'Amérique latine d'aujourd'hui : l'exclusion et l'augmentation des inégalités sociales. Son projet Alliance Bolivarienne des Peuples (ALBA) a permis de recadrer la problématique de l'intégration de la région. Mais ce n'est là qu'un desdits projets.

Dans le cas du Honduras, le coup d'État de 2009 contre le président déchu Manuel Zelaya, coup d'État basé sur de faux arguments constitutionnels, représente un retour vers ce que les auteurs appellent le « coup d'État modérateur ». Il s'agit plutôt de l'intolérance de quelques familles qui contrôlent le pays face à la trahison de l'un des leurs. Les élections légales mais illégitimes qui ont suivi ont montré l'inefficacité de l'Organisation des États américains (OÉA) qui s'était insurgée contre ce bris de l'ordre. Le retour de Manuel Zelaya au Honduras le 29 mai 2011 a clos le dossier. Malgré des bouleversements, les inégalités sociales se perpétuent de plus belle, accompagnées de la répression contre les communautés indigènes Lencas et Garifunas.

De façon générale, en Amérique Centrale, le processus de paix a permis la mise sur pied de gouvernements élus et l'incorporation des belligérants. Mais, du Guatemala au Salvador en passant par le Nicaragua où l'ancien président Daniel Ortega ne parle plus de révolution, les gouvernements démocratiques n'ont pas réussi à faire sortir les pays de leur situation peu enviable de pays les plus pauvres de la région. De plus, à la suite du départ des maquilas vers la Chine et l'Inde, le narcotraffic et la violence criminelle ont pris la relève.

Le cas du Mexique, à cet égard, est particulier. Il suffit de remarquer que la victoire contestée de Felipe Calderon a donné libre cours à la violence. La politique de contrôle du narcotraffic par la violence est un échec monumental. Même si le Mexique fait partie du groupe des 20, les inégalités sociales et la violence continuent de sévir ; la démocratie est remise en question et les pôles de développement n'existent plus.

Au Brésil, les deux gouvernements, de l'ancien dirigeant syndical Ignacio « Lula » da Silva et de la nouvelle présidente Dilma Rousseff — une ex-guérillera torturée sous la dernière dictature des militaires — ont réussi à diminuer la pauvreté, mais les inégalités sociales restent criantes. Le Brésil est un joueur de premier plan sur les échiquiers latino-américain et mondial. Son rôle dans l'UNASUR (*Union de Naciones sudamericanas*), dans le MERCOSUR (*Mercado Común del Sur*) et dans d'autres regroupements, lui assurent un leadership parfois contesté par l'Argentine ou le Venezuela, mais lui permet de mieux négocier la place de l'Amérique latine dans l'économie mondiale. Cependant, avec sa politique qui cherche à combiner développement capitaliste et politiques sociales, le Brésil ne s'inscrit certainement pas dans des changements structurels pouvant modifier fondamentalement les inégalités sociales.

Le Brésil n'a évidemment pas subi avec autant d'impact l'échec des politiques néolibérales qui ont mené à la crise des premières années du siècle et au *corralito*. La chute du gouvernement de Fernando de la Rúa a mené les subséquents gouvernements péronistes de l'Argentine à l'abandon

Même si le Mexique fait partie du groupe des 20, les inégalités sociales et la violence continuent de sévir ; la démocratie est remise en question et les pôles de développement n'existent plus.

des politiques néolibérales et à mettre en œuvre des politiques de combinaison des équilibres économiques avec des politiques sociales. À l'instar de ces changements, s'est développé un intérêt non plus seulement pour les capitaux transnationaux, mais aussi pour les préoccupations de la bourgeoisie nationale.

En Uruguay, José Mujica suit la même politique que celle de Tabaré Vazques combinant politiques sociales et capitalisme plus humain, mais toujours lié à l'économie mondiale, tout en essayant de résoudre le problème traditionnel de l'Argentine entre la production agricole et la production industrielle. À la suite de la pire crise économique de son histoire, la situation s'est stabilisée et les mesures protectionnistes se sont avérées utiles.

Au Chili de Sebastien Piñera, le maintien des inégalités sociales remet en question le modèle de démocratie de consensus établi entre la classe politique et les militaires en juillet 2009. La démocratie chilienne prise dans un carcan ne peut remettre en question l'approche néolibérale en maintenant les inégalités sociales. Le gouvernement de droite se confronte actuellement à des mobilisations sociales qui montrent les enjeux d'une démocratie limitée.

Dans la Bolivie d'Evo Morales, malgré la mise sur pied du premier gouvernement avec des assises historiques dans la majorité indigène, avec des politiques publiques qui remettent en question les inégalités sociales et les limites dues aux segmentations régionales de la richesse et aux activités des compagnies minières transnationales, la patience des masses populaires s'effrite. Dans son deuxième mandat, Evo Morales se trouve en confrontation sur le *Territorio Indígena Parque Nacional Isiboro* (TIPNIS). Les gouvernements d'Evo Morales et celui de Rafael Correa en Équateur connaissent les problèmes liés à l'émergence de difficultés des nouvelles démocraties en Amérique latine. D'un côté, le contrôle du gouvernement s'avère insuffisant pour introduire les profondes transformations économiques nécessaires, d'autant plus que l'économie et les médias sont contrôlés par leurs opposants. D'un autre côté, comment tenir compte des demandes sociales pour obtenir plus d'égalité et des changements afin d'éliminer les inégalités sociales.

D'ailleurs, il ne s'agit pas de problèmes nouveaux pour la gauche en Amérique latine. Les enjeux de la démocratie sont liés à la façon dont les gouvernements y font face. Au début de la seconde décennie du 21^e siècle, l'Amérique latine semble bien partie du bon pied. La plupart des pays ont réussi à renouveler leurs gouvernements par voie électorale et même à renouveler leurs constitutions; les politiques publiques et les programmes sociaux mis en place par des gouvernements progressistes ont servi à réduire la pauvreté. Paradoxalement, malgré les inégalités criantes qui persistent et d'après des standards économiques internationaux, la région est considérée comme la classe moyenne du système mondial. De plus, plusieurs pays de la région dont le Brésil, l'Argentine et le Mexique font partie du G20 et sont des acteurs internationaux de plus en plus importants. Concrètement, on parle de moins en moins de la dépendance de ces pays vis-à-vis les États-Unis.

La démocratie est en question en Amérique latine à cause de l'existence des inégalités sociales criantes. Dix des quinze pays avec la plus inégale distribution de revenus se trouvent en Amérique latine. L'histoire de l'Amérique latine, sa place actuelle dans le système mondial et la crise du néolibéralisme affectent les processus de démocratisation de ce continent marginalisé par la colonisation et par sa dépendance de l'économie mondiale.

D'hier à aujourd'hui

Dans les années 30, les niveaux d'autonomie relative ont permis le développement de politiques de substitution des importations et des expériences originales au niveau de la démocratie; certains les ont qualifiées de populistes. Ces expériences d'autonomie ont été matées par des dictatures militaires pour assurer la reproduction de la dépendance dans la nouvelle organisation du monde après la Deuxième Guerre mondiale, marquée par le conflit Ouest-Est.

La fin de la guerre froide a diminué l'importance géopolitique de l'Amérique latine et a coïncidé avec un nouveau cycle de démocraties représentatives qui jouissent d'une relative autonomie, permettant des expériences populistes progressistes, soumises certes à des stratégies de déstabilisation, mais capables d'évoluer sans l'intervention internationale comme cela avait été le cas pendant la guerre froide.

À la suite de la chute des socialismes de l'Europe de l'Est, l'essor néolibéral a contribué à l'émergence des discours politiques qui, sur la base d'une approche pragmatique, cherchent à combiner la croissance néolibérale centrée sur le marché avec des politiques publiques. Des relations pragmatiques se sont créées entre des gouvernements démocratiques et des entreprises multinationales, non seulement étatsuniennes mais également européennes et dernièrement chinoises. Des stratégies cherchent à ajuster les politiques publiques avec le modèle néolibéral à partir d'un discours invoquant la viabilité et la modernité de cette combinaison.

Malgré l'ouverture des pays latino-américains aux transnationales et devant l'échec du néolibéralisme, les gouvernements civils de ce nouveau cycle ont cherché de nouvelles voies et implanté des politiques publiques dirigées vers les secteurs les plus pauvres, tout en gardant des équilibres macroéconomiques et la structure même du système capitaliste. C'est le cas des gouvernements de Lula au Brésil, de Chavez au Venezuela, etc.

Ces initiatives ont permis à la région de mieux sortir de la crise économique et de consolider la certitude de la crise du néolibéralisme. Malgré l'énorme pouvoir des entreprises transnationales dans le secteur minier, des banques et des entreprises financières unies avec le capitalisme local, les enjeux du développement en Amérique latine passent par la mise sur pied d'expériences inclusives et participatives de la démocratie.

La démocratie est en question en Amérique latine à cause de l'existence des inégalités sociales criantes. Dix des quinze pays avec la plus inégale distribution de revenus se trouvent en Amérique latine.

L'intérêt porté par les grandes puissances à d'autres régions du monde et la fin du conflit Ouest-Est ont certainement contribué à ce que l'actuel cycle de démocraties issues des régimes militaires latino-américains jouisse d'une autonomie géopolitique qui a permis une diversité d'expériences dans le continent.

C'est ainsi que les gouvernements populistes progressistes ont effectivement réduit la pauvreté grâce à des politiques publiques appliquées au Brésil, au Venezuela, au Chili, en Équateur, entre autres. Cependant, ces politiques n'ont pas transformé les structures de base du modèle de production. L'enjeu fondamental de la démocratie en Amérique latine et le pari des gouvernements progressistes, c'est d'assurer des politiques inclusives qui s'attaqueront aux inégalités sociales et au déficit démocratique.

En effet, en 1996, la pauvreté affectait 48 % de la population latino-américaine et 44,4 % en 2003, soit 227 millions d'habitants. En 2003, près d'un quart des citoyens de la région ont déclaré que leurs revenus ne leur permettaient pas de répondre à leurs besoins essentiels. Une personne sur quatre vit avec moins de deux dollars US par jour. L'extrême pauvreté affecte 18,8 % de la population, soit 95 millions d'habitants. La pauvreté dans la région touche davantage les campagnes que les villes, les femmes que les hommes. D'après un rapport de la Banque Mondiale intitulé *Poverty Reduction and Growth: Virtuous and Vicious Circles*, durant les années 1980, le PIB par habitant de l'Amérique latine est descendu de 0,7 % ; mais une hausse d'environ 1,5 % a marqué les années 1990. Et pourtant, cette progression n'a eu qu'une faible incidence sur les niveaux de pauvreté.

La stabilité démocratique des 20 dernières années a permis une augmentation de la croissance, mais sans se traduire par une amélioration généralisée des conditions de vie à travers toutes les couches de la société. Au contraire, il s'est produit une augmentation inquiétante de la population vivant sous le seuil de la pauvreté durant les dix dernières années. Même si la région de l'Amérique latine « génère un niveau de revenu relativement élevé par rapport à d'autres régions du monde, elle est cependant reconnue à ce jour comme l'une des moins égalitaires »¹. En Amérique latine, le décile le plus riche de la population détient 48 % du revenu total, tandis que le décile le plus pauvre ne reçoit que 1,6 %.

Malgré des résultats positifs en termes de réduction de la pauvreté absolue et de la pauvreté relative à la suite des politiques publiques des gouvernements progressistes, le déficit démocratique est en train de questionner les expériences progressistes dans la région. Les inégalités sociales entravent le développement en Amérique latine.

En général, comme l'indique Marc Lévy,² les indicateurs de niveaux de pauvreté baissent quand l'économie nationale est en croissance, mais il n'existe pas de corrélation automatique entre croissance et réduction des inégalités. Ce qui veut dire que la montée des inégalités de revenus

est de nature structurelle et que la croissance économique ne réduit pas à long terme la pauvreté en Amérique latine. De plus, dans les conditions actuelles de la démocratie en Amérique latine, le consumérisme et l'individualisme promus par le néolibéralisme produisent un délitement progressif du tissu social.

Les enjeux de la démocratie en Amérique latine sont liés à la définition des stratégies de développement appropriées, avec des transformations dans la structure économique visant la fin des inégalités sociales et l'exclusion sociale qui favorise l'économie parallèle et informelle, précaire.

L'indice le plus évident du déficit démocratique des pays latino-américains, c'est la violence sociale qui s'exprime souvent par le cloisonnement des secteurs de revenus relativement plus élevés. Notons surtout que la réduction de la pauvreté n'a pas diminué les inégalités et que la segmentation géographique et l'exclusion sociale tendent à reproduire les inégalités sociales.

L'Amérique latine apparaît beaucoup plus inégale que d'autres régions du monde. Des auteurs avancent des raisons historiques pour l'expliquer. La colonisation européenne définit un modèle d'exploitation des Indiens indigènes qui détermine l'exclusion de ces derniers. Selon la Banque mondiale, au Guatemala, un « blanc » sur cinq possède une voiture, alors que c'est le cas pour un seul indigène sur 20. En Bolivie, 84 % des « blancs » ont accès à l'électricité, par rapport à 64 % des Indiens. Les gouvernements démocratiques n'ont pas vraiment réussi à réduire ces écarts. De même, l'accès à la terre et à l'éducation est très inégal et les écarts des revenus sont disproportionnellement élevés.

Le déficit démocratique de l'Amérique latine s'exprime dans la violence sociale, une caractéristique commune exacerbée dans certains pays par le narcotrafic (Mexique, Colombie, Guatemala). La violence qui sévit au Mexique, à la suite des politiques du gouvernement basées sur la loi et l'ordre, a mené à une guerre ouverte et à une perte de contrôle de l'État.

Fragilité et espoir

Continent de forte croissance économique, de démocraties fragiles et d'inégalités extrêmes, l'Amérique latine est aussi traversée par une crise des partis politiques et des systèmes politiques traditionnels, par une dynamique soutenue de contestations sociales dont les formes sont diversifiées.

À côté des partis politiques traditionnels en perte de vitesse, voire perdus comme le COPEI au Venezuela, de nouveaux partis ou des partis du nouveau cycle des démocraties se caractérisent



L'enjeu fondamental est de savoir si les démocraties représentatives actuelles favorisent les changements qui permettront de réduire les inégalités sociales.

par leur populisme progressiste et par des propositions de concilier le développement dans le cadre du système capitaliste avec des politiques sociales en faveur des majorités. Ailleurs, à l'extérieur des partis, les voix de la « gauche sociale » latino-américaine offrent de nouvelles manières de faire la politique à partir d'enjeux comme l'environnement, les femmes, les peuples indigènes qui cherchent à se faire entendre.

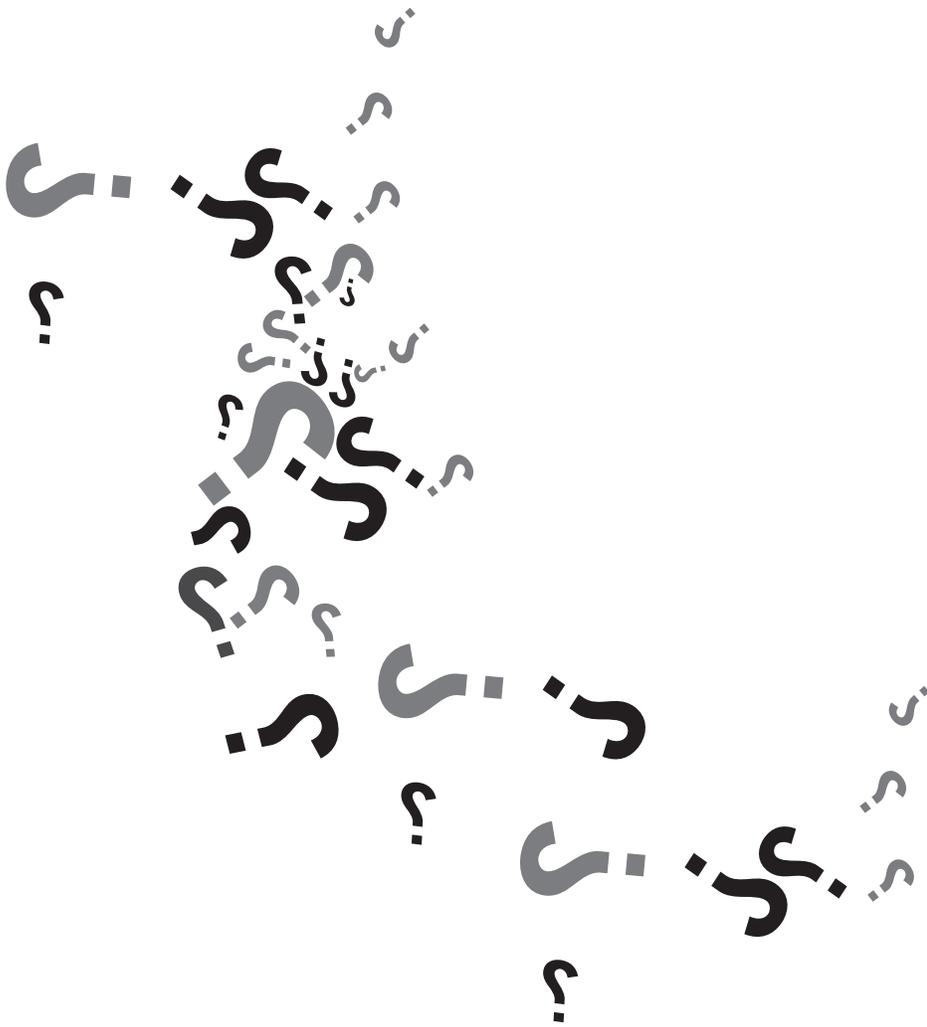
C'est dans ce contexte qu'il existe en Amérique latine une grande diversité de voies et d'expériences démocratiques, en réponse aux dictatures militaires d'abord, puis en réponse à l'échec du néolibéralisme et à l'échec d'anciennes élites politiques déchues par des expériences populistes. Pour sortir de la crise de légitimité qu'exprime le déficit démocratique en Amérique latine, les voies et les résultats ne sont pas assurés.

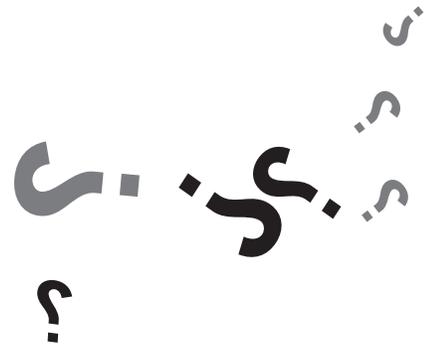
Cependant, pour quiconque croit à la détermination des peuples, il y a place à l'optimisme pour la démocratie en Amérique latine car, le contexte international est favorable à la poursuite de voies qui lui sont propres et à l'écoute des voix qui s'élèvent contre la situation inique qui prévaut dans la région.

Les enjeux sont de taille car l'Amérique latine est composée de plusieurs mondes qui cohabitent de façon plus ou moins conflictuelle. L'enjeu fondamental est de savoir si les démocraties représentatives actuelles favorisent les changements qui permettront de réduire les inégalités sociales.

1. *L'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes : un partenariat stratégique*, Commission européenne, p. 28.

2. Lévy (Marc), *Comment réduire pauvreté et inégalités – Pour une méthodologie des politiques publiques*, IRD, Karthala, 2002, p. 20.





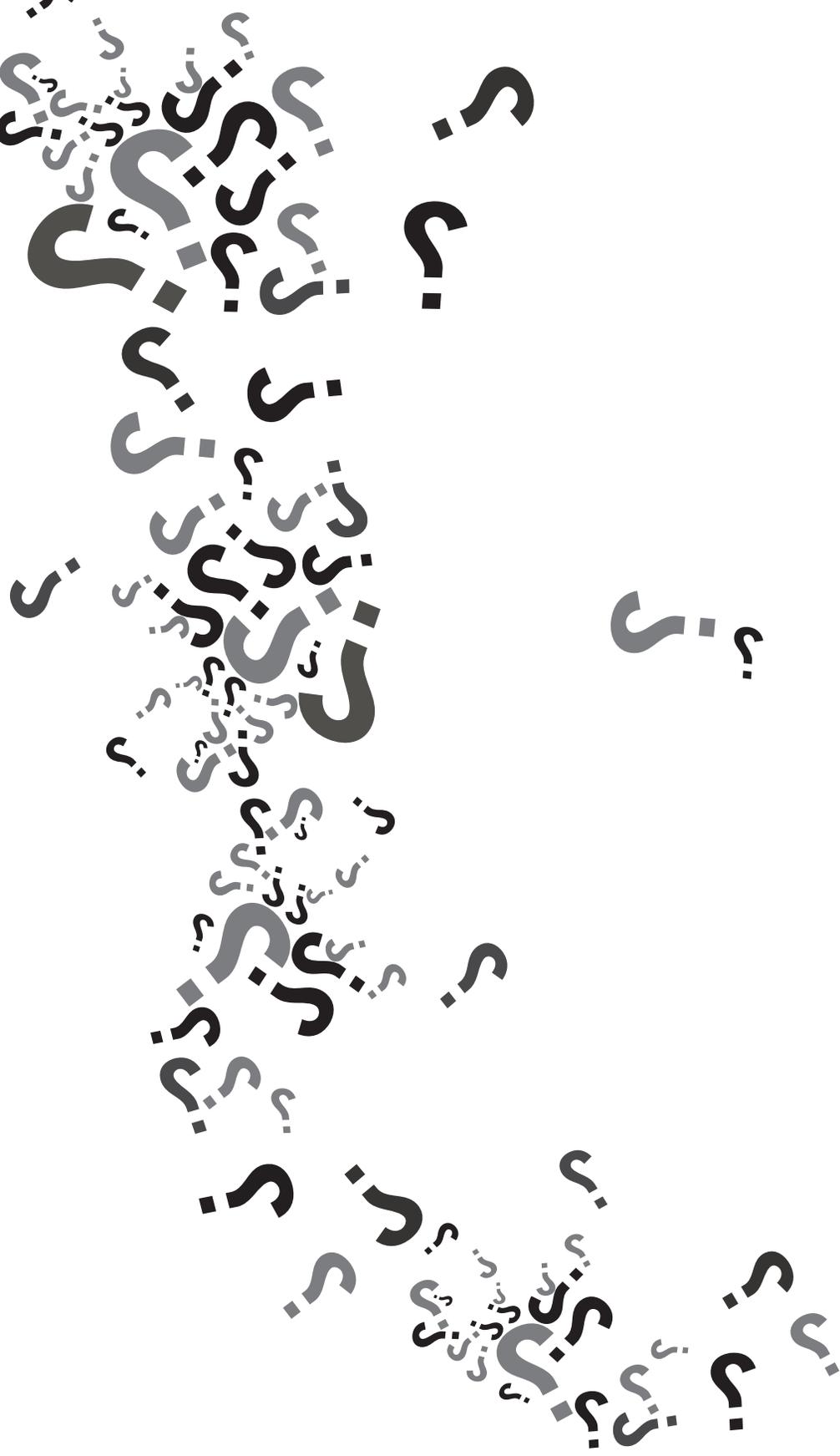
Le conflit au Congo : la vérité dévoilée

Ce documentaire explore le rôle joué par les États-Unis et leurs alliés rwandais et ougandais dans le déclenchement de la plus grande crise humanitaire à l'aube du 21^e siècle. Ce film est la version écourtée d'un long métrage qui sortira prochainement. Il replace le Congo dans un contexte historique, social et politique. Le film dévoile des analyses et prescriptions inaccessibles au grand public formulées par d'éminents experts, praticiens, militants et intellectuels. Ce film est un appel à la conscience et à l'action.

Des millions de congolais ont perdu la vie dans un conflit que les États-Unis décrivent comme le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale. Les alliés des États-Unis, le Rwanda et l'Ouganda ont envahi le Congo (ex-Zaïre) en 1996, puis en 1998, provoquant ainsi la mort de millions de personnes, ainsi que des violences sexuelles et des viols systématiques et un pillage généralisé des spectaculaires ressources naturelles du Congo.

Le conflit actuel, les faibles institutions, la dépendance et l'appauvrissement du Congo sont le produit de plus de 125 années d'une tragique expérience d'esclavage, de travail forcé, de colonialisme, d'assassinats, de dictatures, de guerres, d'interventions étrangères et de pouvoir corrompu. Les analystes interviewés s'interrogent sur le rôle des politiques des compagnies privées américaines et du gouvernement américain, qui soutiennent des hommes forts et favorisent le profit au détriment du peuple, dans l'exacerbation de cette tragique instabilité en plein cœur de l'Afrique.

Pour plus d'informations : www.friendsofthecongo.org ou congojustice.org



La route que nous suivons

*À la criée du salut nous voici
armés de désespoir
au nord du monde nous pensions être à l'abri
loin des carnages de peuples
de ces malheurs de partout qui font la chronique
de ces choses ailleurs qui n'arrivent qu'aux autres
incrédules là même de notre perte
et tenant pour une grâce notre condition
soudain contre l'air égratigné de mouches à feu
je fus debout dans le noir du Bouclier
droit à l'écoute comme fil à plomb à la ronde
nous ne serons jamais plus des hommes
si nos yeux se vident de leur mémoire
beau désaccord ma vie qui fonde la controverse
je ne récite plus mes leçons de deux mille ans
je me promène je hèle et je cours
cloche-alerte mêlée au paradis obsessionnel
tous les liserons des désirs fleurissent
dans mon sang tourne-vents
venez tous ceux qui oscillent à l'ancre des soirs
levons nos visages de terre cuite et nos mains
de cuir repoussé burinés d'histoire et de travaux
nous avançons nous avançons le front comme un delta
« Good-bye farewell! »
nous reviendrons nous aurons à dos le passé
et à force d'avoir pris en haine toutes les servitudes
nous serons devenus des bêtes féroces de l'espoir*

MIRON, Gaston, *L'Homme rapaillé*, Montréal, l'Hexagone, 1994

MIRON, Gaston, *L'Homme rapaillé*, Montréal, TYPO, 1993 (édition de poche)

Par

FRANCINE NÉMÉH



Actuellement secrétaire du conseil exécutif de la Ligue des droits et libertés (LDL). Ces dernières années, elle a été successivement coordonnatrice du Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et chargée de programmes à Avocats sans frontières. De 2003 à 2006, elle a été chef de projet au Liban pour Oxfam-Québec. Elle est bien connue dans les réseaux de la solidarité internationale et de la défense des droits, ayant été directrice de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) de 1999 à 2003 et de la Ligue des droits et libertés de 1996 à 1999.

Tout un défi, n'est-ce pas, de nous rappeler brièvement les diverses interpellations soumises à notre réflexion depuis le tout début du présent congrès. La richesse des propos est telle que je vous remercie d'avance de votre indulgence.

À l'ouverture du congrès, Suzanne Loïselle a tracé un remarquable tableau des événements qui, durant la toute dernière année, ont jalonné l'espace démocratique tant au Canada et au Québec qu'ailleurs dans le monde. Virage de plus en plus important vers la droite, révoltes populaires en Europe et en d'autres régions de la planète, l'absence, ou presque, d'analyses pour démasquer les véritables enjeux de la guerre contre le terrorisme. Tel est le bassin d'où a surgi le thème de ce congrès *La démocratie en question* dont les conférenciers invités traiteront sous différents aspects.

Selon Christian Nadeau, le paradoxe apparent entre droits et démocratie peut nous amener à renoncer à nos droits, renoncement qui, en bout de ligne, empêche et peut détruire la démocratie. C'est ainsi qu'après les élections démocratiques notre silence ou nos abstentions à agir entérinent des lois antiterroristes aux effets antidémocratiques adoptées par des élus dans la légitimité démocratique. La responsabilité démocratique ne se limite pas au seul geste de voter, loin de là. Pensons, entre autres, à l'exercice de notre droit à la liberté et à l'information. Le peu d'exigences à cet égard mine la démocratie de l'intérieur et comporte de sérieuses conséquences sur d'autres populations.

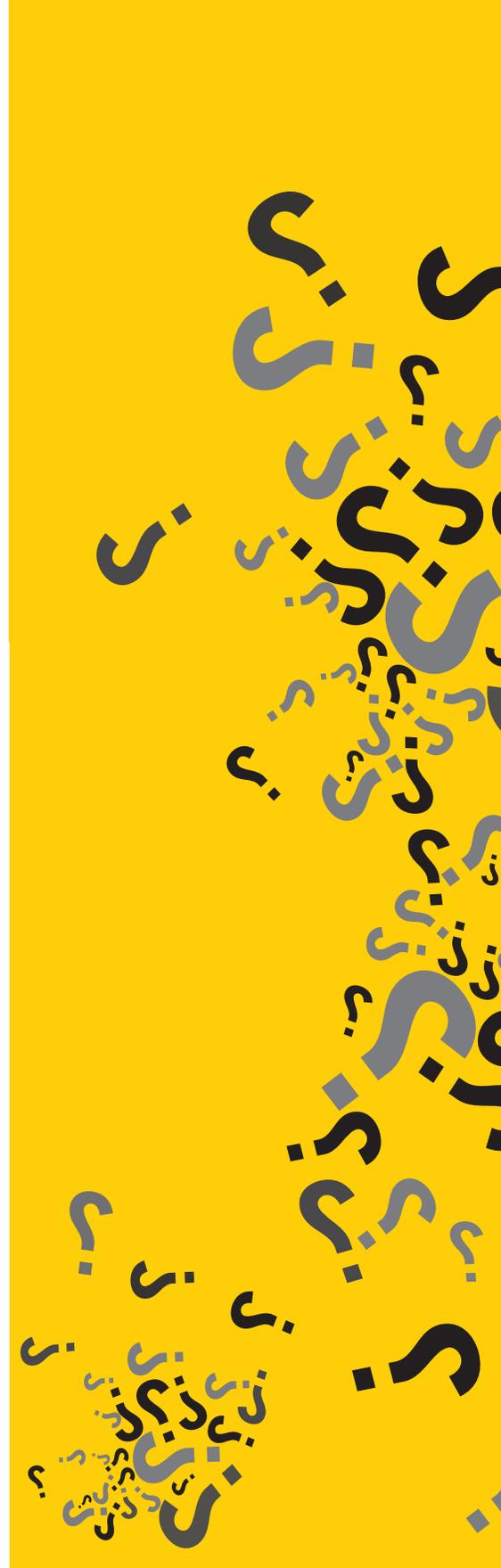
Enfin, la démocratie repose aussi sur l'égalité et la transparence. Si nous sommes égaux, la transparence des institutions doit permettre de vérifier cette égalité. L'équité signifie également que structurellement personne n'est laissé pour compte. C'est ça la justice sociale. La charité, c'est bien, mais elle repose sur le bon vouloir de chacun. Deux exigences s'imposent à notre responsabilité: développer notre esprit critique et exiger — et les diffuser — des outils propres à la citoyenneté.

Pour sa part, Fadi Hammoud a brossé un portrait du monde arabe. Il viendra le « printemps arabe », probablement pas dans l'immédiat, mais il viendra. Aujourd'hui, beaucoup de pertes. Pertes en vie humaines, d'incroyables souffrances et violences subies par les populations qui réclament justice et dignité.

Son exposé comporte une sérieuse mise garde sur l'information officielle concernant les enjeux de la région arabe. Tous les peuples de la région luttent pour la liberté, la démocratie et la dignité. La route sera longue, parce que ces peuples font face à une communauté internationale prédatrice dont les intérêts passent bien avant l'apparent souci de la démocratie et de la justice. Voilà ce que nous découvrons en faisant une rapide tournée des heurs et malheurs vécus dans la région arabe tout en reconnaissant, au passage, la grande diversité des conjonctures.

À son tour, Marcelo Solervicens a présenté les voies qu'emprunte la démocratie dans les divers pays de l'Amérique latine. Les pays occidentaux, États-Unis en tête, ayant fort à faire dans le monde arabe, l'Amérique latine se trouve un peu en dehors du regard de Washington. On assiste, dans ce continent, à l'émergence d'un nouveau cycle de démocraties représentatives.

La plupart des pays latino-américains ne contestent pas le système capitaliste, mais on y tente des expériences différentes. En effet, l'Amérique latine s'est dotée d'institutions économiques comme le Mercosur ou l'Alba qui lui donnent un certain rapport de force dans sa négociation avec le système mondial. Dans l'éclosion de gouvernements populistes, quel rôle seront appelés à jouer les partis politiques et les mouvements sociaux ? Comment les incorporer à la démocratie ? Dans sa forme actuelle, le modèle expérimenté ne serait plus viable. Comment donc faire avancer les démocraties dans la voie du respect des droits humains et du bien commun, chez nous mais aussi dans le monde ? La table est mise pour Riccardo Petrella.





Par

RICCARDO PETRELLA



Économiste et politologue. Professeur émérite de l'Université catholique de Louvain en Belgique, il est cofondateur du Groupe de Lisbonne et du Comité international pour le Contrat mondial de l'eau et président de l'Institut européen de recherche sur la politique de l'Eau (IERPE) à Bruxelles. Auteur, il a publié, entre autres, *Limites à la compétitivité* (1995), *Le bien commun* (1996), *Le droit de rêver* (2004) et *Pour une nouvelle narration du monde* (2007).

Je m'interrogerai d'abord sur ce qu'est aujourd'hui la Planète Terre (la vie), comment elle est vue, comment nous la racontons. Ensuite, il sera question de la manière dont nous la traitons et des relations entre nous, les humains, à travers la valorisation/exploitation que nous faisons de la planète. Cette section traitera de la dé-constitutionnalisation de la société, en particulier de la communauté humaine. Enfin, dans la dernière partie, je tâcherai de présenter des propositions et d'en examiner la faisabilité, les conditions pour les réaliser. L'objectif poursuivi, c'est de faire de la Planète Terre l'*oikos* (terme grec qui signifie lieu de la vie, la maison) de la communauté de l'humanité.

La narration de la Planète Terre

Au moins deux narrations fondent aujourd'hui la vision que l'on a de notre Planète et influencent nos comportements individuels et collectifs. Je ne me réfère pas aux cosmologies proposées par les grandes traditions ou cultures philosophiques, morales et religieuses. Je pense aux narrations de la Planète Terre développées au cours des 50 dernières années à partir des réflexions sur les conditions de la vie humaine, des relations entre les êtres humains, de leur développement, en termes de richesse et de bien-être, et du rôle de la Planète Terre en ces domaines.

La première narration consiste à penser la Planète comme un ensemble de ressources naturelles (notamment les espèces microbiennes, végétales et animales, y compris les ressources humaines) dont dépendent l'existence et le bien-être des êtres humains. En général, ces ressources sont quantitativement limitées, même si certaines sont renouvelables (l'eau, l'air, le soleil... le travail humain...). D'après cette narration, la créativité des sociétés humaines réside dans la capacité d'utiliser — c'est-à-dire exploiter — les ressources de la Planète de manière à faire grandir, donc développer davantage, la richesse disponible en termes de biens et de services qui permettent une amélioration continue, au plan quantitatif et qualitatif, de la vie des individus (bonheur, puissance, santé). C'est le sens du concept — le plus utilisé, ces dernières années, par nos sociétés — de croissance économique. À cet égard, la sagesse des humains consisterait à réaliser la croissance continue des biens et services utiles (la richesse) sans mettre en péril le bon fonctionnement de la nature (l'environnement) et les nouvelles interdépendances — dont nos sociétés, enfin, auraient pris conscience — entre les ressources, le fonctionnement de la vie et les êtres humains. Ce qu'on appelle, depuis la fin des années 80, *la croissance/le développement durable*.

D'après cette vision, la Planète Terre est un *oikos* (lieu de vie, l'habitat, la maison de la vie) fini, limité. Le monde est un, nous faisons partie de ce monde, la Terre est « notre vaisseau », nous sommes tous dans le même bateau. Le propre de la politique est de définir et mettre en œuvre la gestion efficace et efficiente des ressources limitées. À cette fin, la technologie et la finance ont un rôle central de régie à jouer car l'une et l'autre obéissent, considère-t-on, à une logique qui serait fondée sur la valorisation « optimale » de la rareté. Exemple concret : le monde actuel a raréfié,

en raison aussi de la raréfaction quantitative et qualitative de l'eau, la capacité de produire les céréales de base portant le nombre de personnes souffrant de la faim en 2010 à plus d'un milliard. Eh bien, les groupes dominants proposent de poursuivre l'objectif de produire davantage de céréales de base en augmentant la productivité de l'eau. Le slogan adopté est devenu : *more crops per water drop!*

La deuxième narration, moins répandue au sein des classes sociales dirigeantes au pouvoir dans les pays « forts » de la Planète, considère la Planète Terre comme le lieu de la vie où toutes les espèces vivantes, y compris les êtres humains, appartiennent à la vie. Une variante de cette conception est celle de la Terre *Matrîe*, de la Terre *Pachamama*. Les ressources naturelles non vivantes (le charbon, le pétrole, les minerais...) appartiennent à l'*oikos* et leur exploitation affecte considérablement son bon fonctionnement. La Planète Terre évolue de moins en moins naturelle et de plus en plus façonnée, transformée par l'action des êtres humains, artificialisée. Par exemple, ce qu'on appelle le changement climatique — que l'on devrait plutôt appeler le désastre climatique — est surtout d'origine anthropique. La Planète Terre a cessé d'être le lieu de vie de la nature, elle est désormais l'*oikos* de l'espace social humain construit, dont les êtres humains sont devenus directement responsables. Les 55 000 barrages hydriques, dont plus de la moitié sont des grands barrages, le milliard de voitures qui composent actuellement le parc automobile mondial et circulent sur les 35 millions de km de routes et autoroutes asphaltées couvrant la Terre, les 135 000 avions qui volent chaque jour autour de notre Planète, les 3,5 à 4 milliards de tonnes de rejets liquides et solides dont on nourrit notre Planète chaque année, ont dénaturé et mis en crise le bon fonctionnement de l'*oikos* planétaire (on parle ainsi de crise environnementale mondiale).

D'après cette narration, la Planète Terre doit être considérée avant tout comme notre *oikos*, car nous l'avons manipulée, modifiée et nous en sommes responsables tout un chacun en solidarité, c'est-à-dire en totalité (du latin *in solido*). Par conséquent, l'*oikos* doit être vu comme l'ensemble des biens (et services correspondants) communs, essentiels et insubstituables pour la vie de toutes les espèces vivantes et pour le vivre ensemble juste (notamment entre les humains en entretenant aussi des relations durables avec l'*oikos* planétaire et les *oikos* locaux). Le propre de l'éco-logie (*oikos logos*, discours/sagesse) et de l'éco-nomie (*oikos nomos*, les règles) consiste justement à alimenter et guider la politique dont la fonction principale est de sauvegarder et de promouvoir la disponibilité et l'accessibilité des biens de la Planète Terre pour que le droit à la vie et au vivre ensemble de tous les habitants de la Maison Terre soit garanti dans la justice et en solidarité/responsabilité communes et partagées.

La narration dominante, son application et ses conséquences

À partir des années 70, le glissement accéléré des classes dirigeantes des sociétés occidentales en faveur d'une conception de la vie et de la société dominée par la priorité donnée à la valeur du capital (financier) comme paramètre de définition de la valeur, de la richesse¹, a placé la

Le propre de l'éco-logie...
et de l'éco-nomie... consiste
justement à alimenter et
guider la politique dont
la fonction principale
est de sauvegarder et de
promouvoir la disponibilité
et l'accessibilité des biens
de la Planète Terre pour
que le droit à la vie et au
vivre ensemble de tous les
habitants de la Maison Terre
soit garanti dans la justice et
en solidarité/responsabilité
communes et partagées.

première narration en tête des croyances de nos groupes sociaux au pouvoir et, partant, des idées prédominantes dans l'opinion publique. Les révolutions scientifiques et technologiques (informatique, télécommunications, biotechnologies, nouveaux matériaux et énergies vertes...) ont contribué à faire croire qu'une nouvelle époque de croissance économique générale était en mouvement, intéressant et englobant l'ensemble des ressources de la planète dans un seul et commun développement mondial, organisé à l'échelle de la planète (*thèse de la globalisation du monde*). Cette croissance globalisée comportait le dépassement des économies nationales, des marchés nationaux, des règles nationales, du pacte social national (*l'État du Welfare*) en matière de travail, de revenu et de sécurité sociale, bref en matière des droits économiques et sociaux. Elle appelait, affirmait-on partout, des nouvelles règles et principes/mécanismes de gestion du monde (*thèses sur la gouvernance mondiale et locale*).

De fait, ces nouvelles règles et les nouveaux principes/mécanismes de gestion du monde et de la Planète Terre ont été vite et massivement définis, appliqués et imposés à travers la planète. Ils sont devenus le cadre et l'ingénierie paradigmatiques de l'économie mondiale.

Ils se sont traduits par la dé-constitutionnalisation de la société, de la communauté humaine. Par dé-constitutionnalisation de la société, de la communauté, j'entends l'ensemble des décisions et des mesures prises durant ces 40 dernières années dans le but explicite d'éliminer, modifier et remplacer les fondements constitutionnels (écrits dans les Constitutions de l'après-guerre de la plupart des pays occidentaux) sur lesquels nos sociétés du Welfare avaient été construites et avaient cherché à édifier des communautés au plan local (communautés urbaines, communautés de travail, coopératives de nature diverse), national, continental (je pense à la communauté européenne); au plan mondial aussi (je pense aux travaux et aux politiques proposées entre 1972 et 1992 et l'approbation de Agenda 21).

La dé-constitutionnalisation a été réalisée par la dé-construction au niveau du langage, des principes d'égalité et de justice face au droit à la vie, ainsi qu'au niveau de la culture et des pratiques, des biens communs publics, de la solidarité, de la coopération, de la démocratie.

Elle a été effectuée de manière concrète par le biais de trois processus :

- la marchandisation des principales formes de vie matérielle et immatérielle, naturelle et artificielle et, donc, de leur ouverture au monde entraînant leur entrée sur les marchés dans le cadre d'une libéralisation forcée au plan international (pensons aux politiques d'ajustement structurel imposées par la Banque Mondiale et le FMI à tous les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie à partir de 1979). En 1992, pour la première fois dans l'histoire de la communauté internationale, les groupes dominants ont affirmé et fait inscrire dans la résolution finale de la conférence des Nations Unies sur l'eau à Dublin,

que l'eau devait être considérée essentiellement comme un bien économique, d'après les principes de l'économie capitaliste de marché. En 1997, le Protocole de Kyoto a introduit et légalisé le marché de l'air, à savoir le marché des émissions des gaz à effet serre dans l'atmosphère en établissant ainsi un prix de la tonne de CO² à vendre et à acheter ;

- la monétisation/financiarisation des ressources naturelles (eau, forêts, capital biotique...) formalisée, par exemple en ce qui concerne les forêts, en 2003 à la conférence des Nations Unies à Monterey sur le développement et le financement dans le monde. Depuis, tous les programmes mondiaux de lutte contre la désertification et la déforestation (tels que REDD et REDD +...) se fondent sur des instruments et des produits/services financiers gérés dans et hors de la Banque Mondiale, donc foncièrement privés, et cela, dans le cadre d'une croissante dissociation entre économie réelle et économie financière explosée dès les années 90² ;
- la dérégulation et la privatisation de tous les biens communs et services publics (transports, y compris les transports locaux/urbains, services de santé, électricité, gaz, eau, éducation, jardins d'enfants, pharmacies populaires, etc.) au nom de cinq objectifs, vendus comme les fondements de la prétendue rationalité intrinsèque de l'économie capitaliste de marché, à savoir efficacité, efficience, économicité, rentabilité et compétitivité.

Cette narration marchande et utilitariste a trouvé l'une des expressions concrètes les plus puissantes au sein de l'Union européenne (non seulement aux États-Unis !). Prenons le cas de l'eau, qui constitue, dans l'imaginaire et la pensée publique en général sous toutes les latitudes, le bien naturel commun public essentiel et insubstituable pour la vie et le vivre ensemble par antonomase. D'après la Directive Cadre Européenne sur l'eau de 1994, l'eau est considérée comme une marchandise (même si le texte européen écrit : « elle n'est pas une marchandise comme les autres »). Depuis 2010, l'Union européenne est en train de redéfinir/peaufiner sa politique de l'eau par la rédaction d'un *Blueprint for Europe's Waters* en cours de discussion au sein des pays de l'Union³. D'après le *Blueprint*, la politique européenne de l'eau s'articule autour de trois dimensions/enjeux stratégiques : la qualité (des masses) de l'eau, la raréfaction croissante de l'eau, la vulnérabilité des ressources hydriques européennes en raison du changement climatique et d'autres facteurs anthropiques. Dès lors, l'utilisation efficiente et efficace de la ressource eau constitue l'objectif/impératif kantien principal de la politique de l'eau. Ainsi, parmi les sept priorités que la Commission européenne propose de donner à l'Union dans ce domaine, aucune mention n'est faite au droit à l'eau, à la sauvegarde de l'eau en tant que bien commun public, au traitement de l'eau comme propriété sociale de la communauté, à la participation des citoyens à la gestion de la politique de l'eau... pas un mot sur ces sujets. En revanche, les références aux solutions technologiques, aux mécanismes de marché, aux modalités financières etc. sont au cœur des sept priorités du *Blueprint*.

... parmi les sept priorités que la Commission européenne propose de donner à l'Union dans ce domaine, aucune mention n'est faite au droit à l'eau, à la sauvegarde de l'eau en tant que bien commun public, au traitement de l'eau comme propriété sociale de la communauté, à la participation des citoyens à la gestion de la politique de l'eau... pas un mot sur ces sujets.



La priorité donnée à l'objectif de la *resource efficiency* est devenue le nouveau choix général d'encadrement des actions de l'Union européenne dans tous les domaines. Comme le montre la *Strategy 2020. A Resource Efficient Europe*⁴, la gestion efficace des ressources fait désormais partie des visions « obsessionnelles » des dirigeants européens. Dans la Communication de la Commission, adoptée le 20 septembre 2011⁵, sur la *Resource Efficient Europe Roadmap*, la Commission européenne réaffirme sa foi dans la croissance économique... durable et, donc, dans l'objectif primordial de créer de la richesse pour le capital avec un moindre impact sur la nature, les ressources, en termes de disponibilité et de qualité. Pour la Commission européenne, on ne pourra pas gérer efficacement les ressources de l'Europe, mises sous la pression d'une demande croissante et des dysfonctionnements du climat, sans une maîtrise des ressources au plan économique, financier et technologique. La *Resource Efficient Europe* sert surtout à améliorer la compétitivité des entreprises européennes. Parmi les propositions clés de la *Roadmap* figurent les incitations financières aux capitaux privés pour accélérer les innovations technologiques et réduire les coûts, ainsi que les incitations à promouvoir les mécanismes de marché.

Des conséquences dévastatrices à maints égards découlent donc de la dé-constitutionnalisation de la société.

LA PREMIÈRE CONSÉQUENCE a été la légitimation de l'appropriation des ressources « naturelles » de la Planète à titre privé avec une finalité marchande et utilitariste financière. La marchandisation de la vie a servi de base à la prédation de la vie dans le cadre d'une logique de survie et d'enrichissement individuel et excluant. Prédation, individualisme, lutte et exclusion ont dominé la recherche de la sécurité d'existence et du bien-être par nos sociétés. Qui plus est, plus les sociétés ont affirmé que leur « développement », leur « richesse » étaient mondialisés, plus la lutte pour sa propre survie et la compétitivité pour la conquête des « marchés » des autres et des « ressources » mondiales se sont imposées et ont alimenté les logiques d'exclusion des moins puissants, moins compétitifs⁶. L'appauvrissement du grand nombre est cohérent avec, et conséquent de, l'enrichissement des peuples. La croissance de la richesse inégale est la cause principale de la croissance de la pauvreté entre pays et, au sein du même pays, entre catégories et groupes sociaux.⁷

Prédation, individualisme, lutte et exclusion ont dominé la recherche de la sécurité d'existence et du bien-être par nos sociétés.

L'appauvrissement général et croissant des autres à l'échelle mondiale, au cours des 40 dernières années, témoigne de l'échec éclatant et inévitable des politiques dites d'éradication/élimination de la pauvreté dans le monde, proclamées et publicisées depuis 1974. Leur échec était prévisible car, entre autres, elles n'ont jamais essayé de s'attaquer aux causes structurelles qui engendrent et alimentent les processus de création de la richesse inégale et elles sont à l'origine des processus de création de l'appauvrissement. Elles se sont préoccupées surtout d'intervenir sur les symptômes de la pauvreté et ses formes⁸.

LA DEUXIÈME CONSÉQUENCE — en renforcement des effets de la première — a été le démantèlement de l'État du Welfare, de ses principes, objectifs et résultats, dans les pays « développés » et riches du Nord. Les principes fondateurs du Welfare et ses objectifs, notamment dans les pays scandinaves où le Welfare a atteint les formes substantielles les plus avancées, visaient, pour le dire simplement, le droit à une vie décente pour tout citoyen sans inégalité aucune; la responsabilité publique de la collectivité en ce qui concerne la gestion et le financement des biens et services nécessaires et indispensables pour garantir la protection et la sécurité sociales pour tout citoyen; la propriété et le contrôle de la monnaie ainsi que la régulation et le contrôle des activités financières (nationales et internationales) lui permettant d'assurer une fiscalité distributive juste et efficace. Les résultats furent considérables: dans les pays scandinaves la pauvreté fut éliminée; la croissance de la richesse, collective et individuelle, fut garantie sans dévastations significatives de l'environnement. Dans les autres pays européens, les inégalités entre groupes sociaux furent réduites, mais les effets positifs sur l'environnement fort modestes.

Au début des années 2000, le démantèlement du Welfare a été plus ou moins achevé partout. L'État a perdu la propriété et le contrôle de la monnaie et donc la capacité de maîtriser la finance et la fiscalité. Pire, l'État et les collectivités territoriales publiques (régions, collectivités locales) ont été progressivement obligés à recourir aux marchés des capitaux privés pour financer leurs activités/responsabilités publiques et sociales de justice, protection et sécurité collectives. L'endettement public vis-à-vis des détenteurs privés de capitaux a explosé mettant à risque la légitimité et l'existence même des États, des régions, des villes et communes.

LA TROISIÈME CONSÉQUENCE, la privatisation du politique.

D'une part, la financiarisation de l'économie, dans un contexte de :

- libéralisation généralisée des activités financières (mouvements des capitaux, fonds d'investissements...);
- dérégulation et privatisation des monnaies et des instituts financiers (taux de change flexibles, explosion des marchés des devises et de la spéculation sur les monnaies, naissance et explosion rapide des marchés spéculatifs des dérivés; privatisation de tous les instituts d'épargne et de crédit, élimination de la régulation bancaire et assurance; privatisation du capital des banques centrales, indépendance politique de la BCE et renforcement de l'autonomie politique des autres banques centrales; liberté donnée aux marchés de fixer les taux d'intérêt).

D'autre part, la privatisation de tous les secteurs industriels, commerciaux et agricoles (de pair avec la privatisation des biens et des services publics collectifs), ont transféré aux sujets privés (locaux, nationaux, internationaux, globalisés) le pouvoir réel politique de décision et de contrôle en matière d'allocation et de finalités des ressources matérielles et immatérielles de la Planète Terre. Le pouvoir de discours/sagesse et de détermination des normes concernant l'*oikos*, local et mondial, a été transféré par les pouvoirs publics aux sujets privés ainsi « autorisés » à l'exercer dans leur propre intérêt et pour leur propre utilité.



Bref, non seulement les villes (sols urbains, par exemple, explosion des grands « centres urbains commerciaux »...), la terre (agriculture intensive pour l'exportation...!), le vivant (droit de propriété intellectuelle privée...), les « ressources humaines » (précarisation de l'emploi et du revenu de travail...), etc. ont été marchandisés et privatisés, mais aussi la Planète Terre entière, dans toutes ses dimensions et « contenus ».

La re-constitutionnalisation de la société. Faire de la Planète Terre l'*oikos* de la communauté de l'humanité.

À la lumière de ce qui précède, la re-constitutionnalisation de la société, du niveau local au niveau mondial, peut se faire en œuvrant selon les principes fondateurs suivants :

Le principe de la vie : Reconnaître le droit de tous et de chacun à une vie digne

Une société existe si tous les membres jouissent du principe de reconnaissance du droit de tous à la vie. L'objectif de l'enrichissement ou de la puissance ne peut pas « faire société ». De même en est-il du principe de compétitivité.

Le principe de l'humanité

Il est temps de reconnaître l'humanité entière comme sujet juridique et politique, porteur de droits et de devoirs, et responsable de la vie de toutes les espèces vivantes. L'image de la Terre prise de l'espace met en évidence un espace terrestre unique et continu, une géographie qui souligne la variété et la diversité, mais pas la rupture. Les « frontières » politiques ou culturelles ne doivent pas être des barrières et des sources de rejet/exclusion des autres, mais des éléments au service du vivre ensemble. L'Organisation des Nations Unies ne peut pas représenter l'Humanité, elle représente les États membres. Il est urgent de faire un saut de qualité et penser à créer l'Organisation mondiale de l'humanité.

Le principe du vivre ensemble

L'être humain est un être social. La sécurité du vivre ensemble — la paix — doit inspirer le choix des finalités et des priorités de la *politeia* (la politique), c'est-à-dire l'organisation de la cité (polis) au niveau des communautés de base comme au niveau de la communauté mondiale. La « rivalité », la compétitivité tuent le vivre ensemble.

Le principe des biens communs

Les biens et services essentiels à la vie, individuelle et collective, des membres d'une communauté humaine doivent appartenir à la collectivité et être gérés par elle (production, utilisation, maintenance, conservation, développement). Les coûts associés doivent être financés par la collectivité au moyen de la fiscalité. La responsabilité de la gestion doit être assurée par des organisations publiques sous le contrôle politique direct de la collectivité et fonctionner sur des bases démocratiques (représentatives ou, de préférence, directes et participatives).

La communauté d'appartenance des biens communs varie selon le temps, les territoires et les cultures. Aujourd'hui, il est urgent et nécessaire de définir et mettre en place les systèmes adéquats de promotion et de gestion des biens communs de l'humanité, tels l'énergie solaire, l'eau, l'air, la terre, la connaissance, l'éducation, la santé...

Le principe de la démocratie

Ces dernières années, la complexité croissante des sociétés, tout comme la globalisation du commerce, de la finance, des entreprises, des marchés, ont été mises en première ligne pour affaiblir la démocratie, sous le prétexte qu'elles demandent rapidité dans les décisions, compétences pointues, technicité, soumission aux impératifs de l'innovation technologique et compétitivité. Bien au contraire, la complexité du monde et sa mondialisation selon les quatre principes qui précèdent, renferment des potentialités élevées pour la promotion de nouvelles formes, plus riches car participées, de démocratie. Jamais les guerres, les marchés, les croyances dogmatiques, les grands systèmes technologiques ne sont ni ne font la démocratie.

Le principe de la responsabilité

L'éthique et le droit (et non l'autorégulation) constituent la base de la responsabilité collective. La responsabilité (de qui et à quelles conditions...) doit s'exercer avant tout par rapport au droit à la vie pour tous, au vivre ensemble (paix, justice), aux droits collectifs de l'humanité (y compris ceux des générations futures), à la gestion des biens communs.

La pratique de la responsabilité requiert certitude et continuité ainsi que le respect des principes de précaution, réversibilité et prévention.

Le principe de l'utopie

Le beau, le bon, le juste, l'amitié, l'amour, la paix, la solidarité, la joie, la fête... sont des valeurs politiques, sociales et fondamentales. Chaque société doit maintenir une grande capacité d'utopie, de prophétie, surtout dans le sens de *eu-topo*, un bon lieu. Le pragmatisme, le cynisme, n'ont jamais contribué à faire avancer la beauté, la justice, l'amour, la solidarité, la fête... Il est nécessaire d'avoir l'envie de rêver.

En termes de champs d'actions à labourer pour s'acheminer vers la concrétisation des principes fondateurs ci-dessus et la réalisation de l'*oikos* en tant que lieu de vie de la communauté de l'humanité, trois initiatives devraient recevoir la priorité de la part des citoyens aujourd'hui actifs pour un autre monde.

LA PREMIÈRE INITIATIVE porte sur **la reconnaissance de certains biens (et services) essentiels et insubstituables pour la vie en tant que biens communs publics mondiaux**. À mon avis, se battre pour la reconnaissance de l'eau comme premier bien commun public mondial est non seulement louable, mais, après la reconnaissance formelle du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement par l'Assemblée générale de l'ONU, c'est urgent et nécessaire. L'opinion



Aujourd'hui, il est urgent et nécessaire de définir et mettre en place les systèmes adéquats de promotion et de gestion des biens communs de l'humanité, tels l'énergie solaire, l'eau, l'air, la terre, la connaissance, l'éducation, la santé...

Jamais les guerres, les marchés, les croyances dogmatiques, les grands systèmes technologiques ne sont ni ne font la démocratie.



publique est de plus en plus sensible à la problématique de l'eau dans toutes ses dimensions humaines et sociales, et non seulement naturelles, techniques et économiques.

LA SECONDE INITIATIVE concerne la **déclaration de l'illégalité de la pauvreté**. Le monde actuel a tendance à déclarer illégaux les pauvres, les réduisant à des « clandestins immigrés », à des « ressources humaines non employables » et donc à des parasites. À partir d'actions à conduire dans 4-5 pays du monde (Québec, Italie, Argentine, Maroc, Belgique...) montrant qu'il est possible de mettre hors-la-loi les législations, les mesures administratives, les institutions et organismes de nature diverse, et les pratiques sociales collectives à l'origine des processus d'appauvrissement et d'exclusion d'un grand nombre de personnes, de faire adopter en 2018 par l'Assemblée générale des Nations Unies une résolution déclarant illégale la pauvreté, comme au XIX^e siècle les États déclarèrent illégal l'esclavage.

TROISIÈME INITIATIVE, œuvrer vers le **désarmement financier**. Depuis les crises financières du Sud-est asiatique au début des années 2000, les crises qui se sont succédées au niveau continental voire mondial ont leur origine, comme nous l'avons vu ci-dessus, dans le fait que les pouvoirs politiques ont abdiqué en transférant leur pouvoir aux mains des sujets privés, les grands groupes financiers/industriels/commerciaux mondiaux. Il est temps de réformer radicalement les fondements du système financier actuel en le désarmant, lui enlevant les armes de puissance que le politique lui a conférées et, à cette fin, de re-donner à un politique organisé au plan mondial la responsabilité du gouvernement et de la gestion de la finance mondiale mise au service du droit à la vie pour tous à travers le financement et la promotion des biens communs publics mondiaux.

1. Voir le chapitre sur la « Théologie Universelle Capitaliste » (TUC) dans Riccardo Petrella, *Une nouvelle narration du monde*, Écosociété, Montréal, 2007
2. J'ai traité de la monétisation des ressources naturelles dans divers articles (entre 2009 et 2010) parus dans *Le monde diplomatique*. Cfr. aussi Riccardo Petrella, *Res Publica e Beni Comuni*, Edizioni « Quaderni del Vivere Insieme », Sezano/Verona, octobre 2010, www.monasterodelbenecomune.org
3. www.ec.europa.eu/environment/water/blueprint/index, *Blueprint to Safeguard Europe's Waters*, 2010
4. Cfr. Communication de la Commission, *A Resource-Efficient Europe – Flagship Initiative Under the Europe 2020 Strategy*, COM (2011) 21, Bruxelles, 26 janvier 2011
5. European Commission, *Roadmap for a Resource-Efficient Europe*, a Communication adopted on 20 September 2011. Communication COM (2011) 571 final
6. Le Groupe de Lisbonne avait bien décrit les processus de dé-construction de la société en général (et de l'économie mondiale en particulier) par les logiques de compétitivité et d'appropriation privée des biens communs, dans *Limits to Competition*, MIT Press, Boston, 1995
7. Voir le dernier rapport de l'UNRISD, *Combating Poverty and Inequality*, UN Geneva, 2010
8. Cfr. UN Dept of Economic and Social Affairs, *Rethinking Poverty, Report on the World Social Situation 2010*, New York, 2011

?

?

?

?

- BAUMIER, Matthieu**, *La démocratie totalitaire*, Presses de la Renaissance, 2007
- BOOZO, Anna** et **LUIZARD, Pierre-Jean** sous la direction de, *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, La Découverte, 2011
- CANFORA, Luciano**, *La nature du pouvoir*, Les belles lettres, Paris, 2010
- CORM, Georges**, *Le nouveau gouvernement du monde. Idéologies, structures, contre-pouvoir*. La Découverte, Paris, 2010
- DEBRAY, Régis**, *L'obscénité démocratique*, Flammarion, 2007
- GEORGE, Susan**, *Leur crise, nos solutions*, Albin Michel, 2010
La pensée enchaînée, Fayard, Paris, 2007
- KEMPF, Hervé**, *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, Seuil, 2011
- NADEAU, Christian**, *Contre Harper : bref traité philosophique sur la révolution conservatrice*, Montréal, Éditions du Boréal, 2010
Justice et démocratie. Une introduction à la philosophie politique, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2007
- ORTIZ, Jean** sous la direction de, *De Bolivar aux libertadors d'aujourd'hui. L'Amérique latine insoumise*, Atlantica, Biarritz, 2011
- PETRELLA, Riccardo**, *Désir d'humanité, Le droit de rêver*, Écosociété, Montréal, 2004, 208 pages
Pour une nouvelle narration du monde, Écosociété, Montréal, 2007
- RANCIÈRE, Jacques**, *La haine de la démocratie*, La Fabrique, Paris, 2005
- ROUQUIÉ, Alain**, *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*. Albin Michel, Paris, 2010
- SAVES, Christian**, *Sépulture de la démocratie, Thanatos et politique*, L'Harmattan, 2008
- SEN, Amartya**, *La démocratie des autres, Pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident*, Payot, 2005
- TODD, Emmanuel**, *Après la démocratie*, Gallimard, septembre 2008
- TRAORÉ, Aminata**, *L'Afrique humiliée*, Fayard, Paris, 2008
- ZARKA, Yves Charles**, *Repenser la démocratie*, Armand Colin, Collection Émergences, 2010

Bulletins

- Ligue des droits et libertés**, *Vie privée et renseignements personnels*, mai 2011
Dossier *Liberté d'expression et droit à l'information*, printemps 2011
Le droit de dire NON, Dominique Peschard, automne 2010
Pas de démocratie sans droits, Dominique Peschard, printemps 2010
- Manière de voir, N° 117**, *Comprendre le réveil arabe*, juin-juillet 2011
- Relations, N° 711**, *Démocratie sous tutelle*, Septembre 2006
- L'Entraide missionnaire**, *Exporter la démocratie : à quel prix?*, publication du congrès, 9 et 10 septembre 2006

Sites

- FIDH www.fidh.org
Ligue des droits et libertés www.liguedesdroits.ca
Pas de démocratie sans voix ! www.pasdedemocratiesansvoix.qc.ca

Ce congrès a été réalisé grâce à l'appui financier des sociétaires
de L'Entraide missionnaire et des organismes suivants :



L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

433, boul. Saint-Joseph Est

Montréal (Québec) H2J 1J6

Tél. : 514-270-6089

Courriel : emi@web.ca